

N° 22
Octobre 2023

Méthode

Refonte du dispositif d'enquête statistique de victimation

Tome 1 : état des lieux de la mesure de la victimation et des perceptions en matière de sécurité

Auteur : Hélène Guedj
Rédacteur en chef : Olivier Filatriau

Table des matières

Introduction.....	3
PARTIE I. Mesure de la victimation : éléments de cadrage historique et international	3
I.1 Genèse des enquêtes de victimation	4
I.2 Les enquêtes sur la victimation et l'insécurité en France	4
I.2.1 Les enquêtes nationales centrées sur la victimation et l'insécurité	4
I.2.2 Les enquêtes locales centrées sur la victimation et l'insécurité	6
I.2.3 Les enquêtes sociales abordant la question de la victimation ou de l'insécurité	7
I.3 Les enquêtes de victimation hors de nos frontières	9
I.3.1 Les enquêtes internationales	9
I.3.2 Les enquêtes de victimation nationales à l'étranger	11
PARTIE II. L'enquête « Cadre de vie et sécurité » : caractéristiques, évolutions et apports dans le débat public	13
II.1 2007-2021 : quatorze éditions de CVS	13
II.1.1 Objectifs et comitologie de l'enquête	13
II.1.2 Protocole et questionnaire des éditions 2007-2019	14
II.1.3 Méthodologie de l'enquête 2007-2019	19
II.1.4 Modalités d'exécution de la dernière édition de CVS en 2021	24
II.1.5 L'enquête CVS en Outre-Mer	26
II.2 Exploitations de l'enquête CVS	26
II.2.1 Transmission et accès aux micro-données de l'enquête.....	26
II.2.2 Diffusion, publications et communications.....	27
PARTIE III. Refonte de l'enquête CVS : bilan des travaux préalables au lancement du projet	29
III.1 Contexte de la refonte : le développement de la collecte multimode	30
III.1.1 Le contexte international	31
III.1.2 Le contexte français.....	33
III.2 Radioscopie de l'enquête CVS : évaluation de l'existant	35
III.2.1 Synthèse des retours du Comité du Label et du Cnis	35
III.2.2 Bilan des consultations menées par le SSMSI	37
III.3 Les recommandations & perspectives pour la nouvelle enquête	40

Introduction

L'enquête « Cadre de vie et sécurité » (CVS) a été conduite chaque année de 2007 à 2021 (à l'exception de l'édition 2020 pour cause de crise sanitaire) par l'Insee en co-maîtrise d'ouvrage avec l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP, jusqu'à sa disparition en 2020) et le Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI, créé en 2014). Enquête dite de « victimation », elle vise à connaître les faits de délinquance dont les ménages et les individus ont pu être victimes dans les deux années précédant l'enquête, que ces faits aient, ou non, donné lieu à une déclaration dans les services de police ou de gendarmerie. Les informations obtenues par enquête de victimation sont distinctes et complémentaires des données enregistrées par la police et la gendarmerie nationales car les victimes ne déposent pas toujours plainte. Combinées, elles offrent des outils précieux pour évaluer et analyser tant la délinquance que le sentiment d'insécurité. L'enquête CVS a concerné en moyenne chaque année environ 15 000 ménages interrogés en face-à-face. Comme les autres enquêtes de la statistique publique, l'enquête CVS a évolué au fil des années avec des modifications de questions, des ajouts ou modifications de modules thématiques, des extensions territoriales ponctuelles en Outre-mer ou encore des révisions méthodologiques.

En avril 2018, l'Insee a annoncé au SSMSI et à l'ONDRP qu'en raison de ses fortes contraintes budgétaires en termes de programmation d'enquêtes et de moyens associés en enquêteurs ainsi qu'en l'absence d'obligation européenne de conduire une enquête de victimation, il ne serait plus en capacité de réaliser l'enquête CVS sous sa forme actuelle (rythme annuel, mode de collecte) à partir de 2022. Le ministère de l'intérieur s'est engagé à mettre en œuvre des moyens financiers et humains pour garantir, par l'intermédiaire du SSMSI, la pérennité d'un dispositif d'enquête de victimation, en profitant notamment des opportunités offertes par la combinaison de différents modes de collecte (internet, téléphone, face à face, etc.). L'objectif du nouveau dispositif, appelé Vécu et Ressenti en matière de Sécurité (VRS) est de répondre au double besoin de connaissance en niveau et en structure sur les victimations et perceptions en matière de sécurité, en visant au maximum des résultats représentatifs au niveau infranational à un coût soutenable.

Conformément aux engagements pris devant le Conseil national de l'information statistique (Cnis), le SSMSI a piloté à partir de printemps 2019 avec l'appui de l'Insee la réflexion sur l'évolution à horizon 2022 du dispositif global de l'enquête CVS. Celle-ci doit en particulier répondre à la demande sociale exprimée lors des rencontres organisées par le Cnis en 2015 et 2016. En amont du lancement officiel de la concertation autour du projet VRS fin 2020, le SSMSI a mené deux consultations écrites afin d'analyser les atouts et faiblesses de l'ancien protocole d'enquête CVS et recenser les besoins. La première consultation a été menée entre août et novembre 2019 auprès d'experts de la victimation et des perceptions en matière de sécurité associés à la concertation de l'enquête CVS. Puis, en octobre 2020, une consultation « thématique » a été réalisée auprès de services statistiques ministériels (SSM) et diverses entités intéressées par ces sujets (administrations, chercheurs,...) pour identifier les besoins des utilisateurs de l'enquête CVS. L'objectif principal de ces consultations était d'analyser les atouts et les faiblesses du dispositif « historique » au regard des autres dispositifs existants et de recueillir les préconisations et les besoins des experts et utilisateurs concernés par la thématique de la victimation, des perceptions en matière de sécurité ou des relations entre services de sécurité, justice et population. Le bilan de l'existant et les conclusions de ces consultations ont permis de faire émerger des consensus et de dresser une feuille de route pour le projet VRS.

La présente publication a pour ambition de constituer le premier rapport documentant le nouveau protocole d'enquête VRS.

Structuré en trois parties, il propose dans un premier temps, un bref cadrage historique et international de la mesure de la victimation et des perceptions en matière de sécurité.

La deuxième partie présente de façon détaillée les caractéristiques du dispositif d'enquête CVS et de ses évolutions au cours des 14 éditions qui ont été menées ainsi qu'un panorama rapide des exploitations réalisées sur la période 2007-2021.

Enfin, la dernière partie de l'article recadre brièvement le contexte du projet VRS marqué par l'essor des protocoles multimodes et propose une synthèse des deux consultations qui ont été conduites. Elle se termine sur les recommandations et perspectives ouvertes pour le nouveau dispositif au moment du lancement de la réflexion autour de ce projet fin 2020.

PARTIE I. Mesure de la victimation : éléments de cadrage historique et international

Cette première partie propose au lecteur non expert, une synthèse structurée sur la mesure de la victimation et des perceptions en matière de sécurité afin de lui permettre d'approfondir le sujet de manière méthodique.

I.1 Genèse des enquêtes de victimation

Historiquement, la mesure de la délinquance s'est basée sur les statistiques administratives, notamment les statistiques pénitentiaires, judiciaires et plus récemment policières. Les limites des données enregistrées par la police sont bien connues : elles ne permettent pas une mesure exhaustive des phénomènes délinquants car elles recensent uniquement les infractions portées à la connaissance des forces de sécurité ou de l'autorité judiciaire (plainte, constatation, intervention, etc.). Elles dépendent donc fortement de la propension des victimes à porter plainte, des pratiques d'enregistrement des plaintes et de l'action des services. Par ailleurs, la typologie sur laquelle reposent les statistiques de délinquance enregistrée doit s'adapter aux changements législatifs et aux réformes qui définissent les contours des infractions, des contraventions, des délits, etc. En outre, elles ne permettent pas d'établir un profil sociodémographique détaillé des victimes ni d'appréhender l'influence de la délinquance sur les représentations ou les comportements des individus.

Compte tenu de ces limitations bien identifiées et documentées, s'est développée, à partir des années 60, une autre approche, celle des enquêtes de victimation (outre celle, après la Seconde Guerre mondiale, des enquêtes de délinquance auto-reportée essentiellement pour la délinquance des jeunes et la consommation de drogue). Les enquêtes de victimation permettent, de façon utile et complémentaire aux données administratives, de décrire les victimes, leurs rapports avec la police et leurs perceptions en matière de sécurité. Elles permettent d'acquérir de la connaissance sur la délinquance à victime directe que les individus aient ou non signalé l'atteinte subie aux autorités compétentes. Leur principe est simple : on contacte des ménages et/ou des individus, auxquels on demande d'indiquer et de décrire les faits de délinquance (dans une liste déterminée) dont ils ont été victimes pendant une période de référence. On peut en outre les interroger sur leurs opinions et perceptions en matière de sécurité et sur l'action des pouvoirs publics pour lutter contre la délinquance (répression, prévention, réponse pénale, etc.).

Les enquêtes de victimation ont été inaugurées par le département de la Justice aux États-Unis dans le sillage de la commission présidentielle d'enquête sur la délinquance dite « commission Katzenbach » établie par le président Lyndon Johnson en 1966 en réponse à la préoccupation sécuritaire croissante au sein de la population américaine. De manière générale, la recherche portant sur la peur du crime et la victimation s'est considérablement développée, en particulier dans le monde anglo-saxon, au cours de la décennie suivante.

I.2 Les enquêtes sur la victimation et l'insécurité en France

I.2.1 Les enquêtes nationales centrées sur la victimation et l'insécurité

En France, les données administratives pour la mesure de l'évolution de la délinquance se sont structurées autour de l'État 4001 renseigné par les services de police et de gendarmerie, en supplantant dans les années 70 les statistiques établies par la Justice. Dans le même temps, la nouveauté des enquêtes de victimation aux États-Unis puis en Angleterre et au Pays de Galles, le fait qu'elles « donnent la parole aux victimes » et aussi qu'elles dénombrent plus d'infractions que n'en recensent les statistiques policières officielles font des enquêtes auprès des victimes un complément indispensable à la statistique de la délinquance enregistrée. En 1976, une première enquête nationale française par sondage, qui n'a pas fait date, a été réalisée par l'Office Central de Sondage et de Statistique (OCSS) rattaché au ministère de l'Intérieur pour le compte de la « Commission Peyrefitte ».

L'objectif affiché était d'estimer le volume de la délinquance, et surtout de la délinquance non enregistrée par les autorités.

- **L'enquête nationale du Cesdip en 1986**

Les enquêtes nationales de victimation sont arrivées en France plus tardivement qu'aux États-Unis ou au Royaume-Uni. C'est au début des années 1980 que le Centre de recherche sociologique sur le droit et les institutions pénales (Cesdip) s'est lancé dans un programme soutenu d'enquêtes de victimation nationales et locales. Après une enquête qualitative réalisée en 1982, le Cesdip a réalisé en 1986 la première enquête nationale sur une large gamme de victimations (portant sur les années 1984-1985) : cambriolages, vols, agressions y compris sexuelles et entre cohabitants, fraudes, délinquance d'affaires et délinquance liée au droit du travail. Cette première enquête comportait en outre une importante section sur les opinions et les attitudes, surtout celles concernant la délinquance et le changement social.

Les enquêtés ont été sélectionnés par quotas (sexe, âge, PCS, taille de l'agglomération et région) parmi les individus âgés de plus de 15 ans. Le protocole était organisé en deux phases : l'une de simple repérage des victimations (11 156 procurant 2 076 victimes), l'autre d'approfondissement auprès de 1 138 victimes. Les victimes des atteintes les plus rares (agressions, délinquance d'affaires, travail) étaient automatiquement sélectionnées pour la phase d'approfondissement. Pour les autres atteintes plus fréquentes (vols, cambriolages, fraudes), seule une sélection aléatoire de victimes a été incluse. L'enquête a été administrée en face-à-face à partir d'un questionnaire papier. Elle était financée sur crédits « recherche » affectés au ministère de la Justice.

- **Le module victimation des enquêtes EPCV de 1996 à 2004**

De 1996 à 2004, l'Insee a inclus un module de victimation d'une vingtaine de questions sur un nombre restreint d'atteintes aux biens et aux personnes dans la partie fixe de l'enquête permanente sur les conditions de vie des ménages (EPCV) menée annuellement en janvier. Ces enquêtes nationales étaient réalisées en face-à-face sur des échantillons en moyenne de 6 000 à 7 000 ménages répondants et 11 000 à 12 000 individus répondants. En 1999, ce module a été complété de questions de victimation supplémentaires à la demande de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI créé en 1989, ancêtre de l'INHESJ, Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice).

Ce dispositif annuel a permis pour la première fois en France de proposer une mesure en évolution de la délinquance autre que celle fondée sur les statistiques administratives. Les données issues des enquêtes EPCV ont pu être comparées avec l'enquête réalisée en 1986 par le Cesdip.

- **Les enquêtes EPCV-CVS de 2005 et 2006**

En 2001, le premier ministre Lionel Jospin confiait aux députés Christophe Caresche et Robert Pandraud la conduite d'une mission parlementaire portant sur la qualité du système statistique de mesure de la délinquance. Le rapport, remis en janvier 2002, constatait que la France ne disposait pas d'un système pertinent de mesure de la délinquance. Il recommandait, entre autres, la création d'un observatoire de la délinquance et insistait sur l'utilité de réaliser régulièrement en France les enquêtes de victimation développées depuis plusieurs décennies aux États-Unis et chez plusieurs de nos voisins.

Dans le sillage de ces préconisations, l'Insee a enrichi le module victimation de l'EPCV de janvier 2005 à la demande de l'Observatoire national de la délinquance (OND, département de l'INHESJ créé en 2003 devenu ONDRP avant sa suppression en 2020). L'enquête, dénommée « Cadre de vie et sécurité (CVS) 2005 » a permis de détailler les victimations de la partie fixe habituelle des EPCV auprès d'un échantillon de plus de 12 000 ménages répondants. Ce montage a été reconduit en janvier 2006.

- **L'enquête CVS depuis 2007**

En 2007, la mise en place du panel SRCV (Statistiques sur les Ressources et les Conditions de Vie – dispositif européen EU-SILC) a conduit à mettre fin à la série EPCV. Le partenariat Insee-OND s'est poursuivi avec la réalisation à partir de 2007 d'une enquête annuelle consacrée à l'étude de la victimation : l'enquête « Cadre de vie et sécurité » (CVS). Le raccordement des séries de victimation entre les deux dispositifs a été documenté par le Cesdip.

L'enquête CVS a donné lieu depuis 2007 à quatorze éditions annuelles en France métropolitaine. Elle a également connu des déclinaisons en Outre-Mer (à la Réunion en 2011, dans les 3 Dom américains en 2015, et en 2020 à Mayotte). Mis en place suite aux recommandations énoncées dans les rapports de deux missions distinctes¹, le service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI) est créé fin 2014 pour analyser et améliorer la qualité de l'enregistrement des plaintes par les services de sécurité intérieure. Il est associé à la co-maîtrise d'ouvrage de l'enquête CVS depuis sa création.

L'enquête a été conduite chaque année en face-à-face via le réseau d'enquêteurs de l'Insee (sauf en 2020 où l'enquête a été déprogrammée et en 2021 où elle a été conduite principalement par téléphone en raison de la crise sanitaire) auprès d'environ 15 000 ménages répondants et autant d'individus (cf. partie II).

1.2.2 Les enquêtes locales centrées sur la victimation et l'insécurité

- **Les enquêtes locales du Cesdip**

Epinay sur Seine et Toulouse, 1989

Sur commande de la Délégation interministérielle à la Ville (DIV), le Cesdip a réalisé deux enquêtes locales à Epinay sur Seine et Toulouse sur la base d'une version raccourcie du questionnaire national de 1986. Le terrain a été réalisé par téléphone.

Amiens, 1999

Une nouvelle enquête locale a été réalisée par téléphone à Amiens en janvier 1999 sur un échantillon aléatoire de 1 156 individus tirés dans les listes d'abonnés au téléphone filaire, avec un financement de la Fondation MAIF et du PIR-Villes CNRS. Il s'agissait de tester un nouveau questionnaire d'enquête locale (cambriolage, vol de voitures, vol à la roulotte, agressions).

Aulnay-sous-Bois, Aubervilliers, Gonesse, Saint-Denis et agglomération lyonnaise, 2005

À la demande du Forum français pour la sécurité urbaine (FFSU), le Cesdip a réalisé cinq enquêtes urbaines (Aulnay sous-bois, Aubervilliers, Gonesse, Agglomération lyonnaise, Saint-Denis). Sur la base du questionnaire d'enquête locale conçu par le Cesdip, l'enquête a été administrée par téléphone à un échantillon d'abonnés au téléphone filaire (de 1 000 à 1 500 abonnés pour les villes et 4 000 pour le Grand Lyon).

- **L'enquête régionale Île de France**

Désireux de lancer une enquête francilienne sur les victimations et l'insécurité demandée et financée par le Conseil régional, l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région Île-de-France (IAURIF²) a confié au Cesdip la conception de la première enquête conduite en 2001 et l'exploitation des premiers résultats. L'enquête a ensuite été reconduite tous les deux ans par l'Institut.

Lors de chaque édition, le questionnaire est administré par téléphone auprès d'un échantillon de 10 500 franciliens âgés de 15 ans ou plus sélectionnés aléatoirement dans une base d'abonnés téléphoniques

¹ Le rapport d'information parlementaire de l'Assemblée nationale sur la mesure de la délinquance et ses conséquences (Le Bouillonnet, Quentin, avril 2013) et le rapport des Inspections générales de l'administration, de la police, de la gendarmerie et de l'Insee sur « l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure » (Rouzeau et al., juin 2013).

² Devenu IAU-IDF puis Institut Paris Région.

(filaires principalement). En 2007, un suréchantillon a été financé par les conseils généraux du Val de Marne et du Val d'Oise portant à 15 000 le nombre de répondants.

- **Les enquêtes locales de l'ORDCS en région PACA**

L'Observatoire Régional de la Délinquance et des Contextes Sociaux (ORDCS) est, à l'origine, un programme de recherche de la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH) établi en 2011. Une convention de partenariat entre l'Université de Provence et le Conseil régional PACA, qui a apporté un soutien financier important à l'ORDCS, a été conclue en février 2011. Ce programme s'est arrêté fin décembre 2017.

Au cours de cette période, l'ORDCS a réalisé des enquêtes locales de victimation (notamment dans les communes de Septèmes-les-Vallons en 2012, Aubagne et La Penne sur Huveaune en 2013, Marseille en 2014 et sur des campus universitaires des Bouches du Rhône). L'enquête a été administrée par téléphone. L'essentiel du questionnaire élaboré par le Cesdip dans ses enquêtes antérieures a été reproduit dans ces enquêtes locales afin que les résultats demeurent comparables. Cependant certains aménagements notables peuvent être cités :

- en plus des victimations habituellement interrogées (violences verbales, physiques et sexuelles, vols et cambriolages, vandalisme et escroqueries) une question sur les discriminations et une question sur les violences institutionnelles (violences verbales ou physiques exercées par un représentant d'une institution) ont été ajoutées au questionnaire.
- par ailleurs, en s'inspirant de l'ancien questionnaire du Cesdip et de l'enquête de l'IAU-IDF, le questionnaire comportait une question sur la préoccupation sécuritaire interrogeant de manière plus réflexive (au-delà des peurs personnelles et des opinions générales) l'enquêté sur ses choix en matière de politiques de sécurité et de prévention. Une large gamme d'items allant des solutions les plus préventives aux plus répressives était proposée.

- **L'enquête auto-déclarée sur la délinquance des jeunes**

Afin de mesurer l'activité délinquante des jeunes et l'insécurité à l'échelle locale, cette enquête recueille les faits commis – et non subis – par les répondants à partir d'un questionnaire dérivé de l'enquête internationale (Questionnaire for the International Self Report Delinquency Project). La population enquêtée était représentative des 13-19 ans scolarisés dans les agglomérations de Grenoble et St-Étienne : au total, environ 2300 jeunes ont été interrogées entre avril et mai 1999. Les résultats ont fait l'objet d'une publication du Centre de prospective de la Gendarmerie Nationale parue en juin 2000.

1.2.3 Les enquêtes sociales abordant la question de la victimation ou de l'insécurité

- **Les enquêtes centrées sur la question des relations de genre**

En réponse aux recommandations internationales faites aux gouvernants lors de la quatrième conférence mondiale sur les femmes organisée par l'ONU à Pékin en 1995, une première enquête statistique nationale sur les violences faites aux femmes, commanditée par le service des Droits des Femmes du Ministère de l'Emploi et de la Santé, a été réalisée en 2000 (**Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France, Enveff**). Coordonnée par le Centre de recherche de l'institut démographique de l'université Paris I (Cridup) et conduite par une équipe pluridisciplinaire de chercheurs appartenant aux institutions publiques de recherche (en particulier l'Institut national des études démographiques, Ined), l'enquête a interrogé par téléphone un échantillon représentatif d'environ 7 000 femmes âgées de 20 à 59 ans résidant hors institution en France métropolitaine (elle a également été effectuée à La Réunion par téléphone, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française en face-à-face). Les femmes ont été interrogées au sujet des violences verbales, psychologiques, physiques ou sexuelles subies dans l'espace public, au travail, au sein du couple ou dans les relations

avec la famille et les proches à différentes périodes de la vie (au cours des 12 derniers mois, au cours de la vie adulte, l'enfance ou l'adolescence selon les atteintes).

En 2015, suite à la recommandation faite en 2009 par la Mission d'évaluation et de la politique de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes, rattachée à l'Assemblée Nationale, une nouvelle enquête sur les violences fondées sur le genre – **Violence et rapports de genre (Virage)** – a été réalisée par l'Ined afin d'actualiser les résultats recueillis par l'Enveff et d'approfondir certaines thématiques. Plus de 27 000 personnes âgées de 20 à 69 ans (16 000 femmes et 11 000 hommes) résidant en France métropolitaine hors institutions ont répondu à l'enquête menée par téléphone.

Dans la continuité de l'enquête Virage menée en métropole en 2015, des éditions de Virage dans les Outre-mer ont été réalisées par l'Ined en 2018 à la Réunion, en Guadeloupe et en Martinique. La collecte téléphonique a été réalisée dans chaque territoire auprès d'environ 3 000 personnes âgées de 20 à 69 ans dont approximativement 2 200 femmes et 800 hommes.

- **L'enquête EVS**

Dans le paysage des enquêtes centrées sur la victimation ou en lien avec la victimation mais centrées sur d'autres thématiques sociales, l'enquête Evénements de vie et santé (EVS) de la Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (Drees) du ministère des Affaires sociales et de la Santé est difficile à classer et occupe ainsi une place à part. L'objectif principal de l'enquête était de mesurer les relations entre violences subies et états de santé. Plusieurs modules ont composé le questionnaire de cette enquête, dont un module très détaillé sur les violences (verbales, physiques, sexuelles, psychologiques) au cours des 24 derniers mois, et un module moins détaillé sur les violences vécues tout au long de la vie. Il existe une forte parenté entre le questionnaire EVS et celui de l'Enveff : plusieurs questions sur les violences ont été libellées de la même façon. Toutefois le champ des victimations couvertes dans EVS était délibérément plus large que dans l'Enveff et incluait les atteintes aux biens, ce qui la rapproche des enquêtes de victimations « générales ». Enfin, l'enquête EVS a permis d'explorer l'état de santé des répondants de manière beaucoup plus approfondie que les précédentes opérations similaires.

L'enquête EVS a été réalisée entre novembre 2005 et février 2006 auprès de 10 000 adultes âgés de 18 à 75 ans échantillonnés et enquêtés par l'Insee en face-à-face. Pour les besoins de l'enquête EVS, une interrogation innovante en mode auto-administré par ordinateur avec interface audio a été mise en place. Procédé qu'a ensuite adopté l'équipe de conception de la future enquête CVS pour les questions dites « sensibles » sur les violences sexuelles et les violences au sein du ménage.

- **Autres enquêtes sociales incluant des questions sur la victimation ou l'insécurité**

D'autres dispositifs auprès de certaines sous-populations, comme l'enquête **Escapad** menée par l'Observatoire français sur les drogues et les toxicomanies (OFDT) lors de la Journée d'appel de préparation à la défense, les **enquêtes nationales de climat scolaire** et de victimation en milieu scolaire réalisées par la Depp auprès des élèves ou des enseignants et directeurs (1^{er} et second degrés), l'enquête **Sans-domicile** (Ined/Insee) apportent des informations précieuses sur la victimation subie dans ces sous-populations.

Plus indirectement, l'enquête « **Contexte de la sexualité en France** » (**CSF**) de l'Ined conduite en 2006 et le **Baromètre santé** de l'Institut national de prévention et d'éducation par la santé (INPES, aujourd'hui Santé Publique France) réalisé en 2016 avec son focus sur la sexualité ont repris des questions de l'enquête Enveff ou Virage et traitent des violences sexuelles.

Enfin, de nombreuses enquêtes sociales périodiques en population générale comprennent quelques questions en lien avec la victimation, plus rarement elles comportent des questions sur l'insécurité ou les relations entre la population, les services de sécurité et la Justice. En 2013, le dispositif **SRCV** géré par l'Insee a intégré un module secondaire sur le bien-être. Dans ce module, ont été posées deux questions en lien avec la police/gendarmerie et la justice ainsi qu'une question sur le sentiment d'insécurité. Toutefois ces questions n'ont pas été reconduites dans le module bien-être de 2018. Une

question³ sur le sentiment d'insécurité a également été reprise dans la plateforme trimestrielle bien-être adossée à l'**enquête CAMME** (enquête de conjoncture auprès des ménages) de l'Insee depuis juin 2016. Cette plateforme est proposée chaque trimestre à un échantillon représentatif de 1 800 personnes. Le Centre pour la recherche économique et ses applications (CEPREMAP), qui finance la plateforme, a exploité ces questions qui ont notamment donné lieu à une publication dans la Note de l'observatoire en 2018.

Enfin récemment, dans le contexte de pandémie mondiale de coronavirus, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) et la Drees, en lien avec leurs partenaires (Insee, Santé Publique France, CNRS, Ined, Université Paris Saclay), ont monté l'**enquête Epicov** une grande enquête de cohorte auprès d'un échantillon représentatif de 370 000 personnes âgées de 15 ans ou plus vivant en France. Conçue pour permettre de suivre la dynamique de l'épidémie et l'évolution des conditions sanitaires et sociales dans le pays, dans tous les territoires, toutes les classes d'âge, tous les grands groupes sociaux, plusieurs vagues d'interrogations en ligne et par téléphone sont prévues. La première vague s'est déroulée du 30 avril au 31 mai 2020 et avait pour objectif principal de dresser une cartographie précise du statut immunitaire et des conditions de vie de la population pendant le confinement du printemps 2020 (17 mars-11 mai 2020). Deux autres vagues d'interrogation ont suivi : d'abord à l'automne 2020 puis à l'été 2021. La seconde vague - dont l'objectif principal demeurerait épidémiologique (étudier la circulation du virus, la symptomatologie, etc.) – incluait néanmoins quelques questions sur les victimations et les contrôles de sécurité survenus au cours du confinement de la population du printemps 2020 (module « Contrôles et sécurité »).

I.3 Les enquêtes de victimation hors de nos frontières

I.3.1 Les enquêtes internationales

- **L'enquête ICVS (International crime and victims survey)**

L'ICVS a été initiée en 1987 par les chercheurs Jan Van Dijk, Pat Mayhew et Martin Killias, criminologues européens experts des enquêtes de victimation. L'objectif était de concevoir un outil capable de fournir des comparaisons internationales dans le domaine de la victimation et des perceptions en matière de sécurité sur le modèle des enquêtes suisse, néerlandaise et britannique. Six éditions de l'ICVS ont été conduites entre 1989 et 2010. Au total, près de 400 000 individus ont répondu à l'enquête (nationale ou régionale) dans plus de 90 pays du globe. Dans la plupart des pays occidentaux qui ont participé, l'enquête a été administrée par téléphone.

La France a participé à trois reprises à l'ICVS (en 1989, 1996 et 2000) : la première campagne a été financée par le ministère de la Justice. Par la suite, le ministère de l'Intérieur a également participé au financement. Toutefois, les tailles d'échantillon insuffisantes rendent difficilement exploitables les données collectées dans le cadre national. En 2005, la France a participé aux côtés de 17 autres pays à une sorte de déclinaison européenne de l'ICVS (l'enquête « European Crime and Safety Survey », EU-ICS⁴) subventionné par la Commission Européenne et réalisée par un consortium incluant notamment Gallup, UNICRI et l'Institut Max Planck.

Au début des années 2010, l'enquête a été conduite dans plusieurs ex-républiques soviétiques : Azerbaïdjan (2011), Estonie (2009), Géorgie (2010 – 2012), Moldavie (2011), et Tadjikistan (2011). Parallèlement, en 2009, dans six pays occidentaux, des versions abrégées de l'enquête ont été administrées via des protocoles incluant une collecte internet afin de tester des modes alternatifs. Ces expérimentations ont été subventionnées par la Commission européenne en lien avec la conception de l'enquête SASU (voir plus bas) et ont permis d'établir plusieurs constats intéressants (cf. III.3.4).

³ Dans quelle mesure vous sentez-vous en sécurité lorsque vous marchez seul(e) dans votre quartier à la nuit tombée ? Choisissez une réponse sur une échelle graduée de 0 à 10. 0 signifie « pas du tout en sécurité » et 10 « Tout à fait en sécurité ».

⁴ http://wp.unil.ch/icvs/files/2012/11/WP_methodology.pdf

- **Le projet d'enquête de victimation européenne d'Eurostat (SAfety-Survey SASU)**

En 2008–2009, la commission européenne a initié des travaux afin de mettre en place une enquête de victimation européenne – largement inspirée de l'ICVS – conduite dans l'ensemble de l'UE sous l'égide d'Eurostat. La première passation était prévue pour 2013. Dans ce cadre des contrats de consultance ont été signés avec l'European Institute for Crime Prevention and Control (HEUNI), affilié à l'ONU, puis avec les universités de Tilburg et de Lausanne.

Des enquêtes pilotes ont été menées dans 17 pays européens avec des modes de passation différents. Le projet d'enquête soumis en 2011 au parlement européen⁵ prévoyait un budget de 12 M€ et des tailles d'échantillon de 3 000 à 10 000 individus âgés de 16 ans ou plus pour produire des indicateurs suffisamment précis pour permettre des comparaisons fiables entre pays sur les principaux crimes et délits et de mesurer des évolutions au sein de chaque pays (si l'enquête était reconduite fréquemment). Le projet conçu par Eurostat n'a pas été adopté par le Parlement européen au motif que les sujets relevant de la sécurité dépendent de la compétence de chaque pays.

- **L'enquête ESS (European Social Survey)**

L'Enquête Sociale Européenne (ESS) est une enquête scientifique internationale qui est menée tous les deux ans dans toute l'Europe depuis 2001. Elle est coordonnée par une équipe centrale composée de chercheurs de l'University of London et de six institutions partenaires en Norvège, Pays-Bas, Allemagne, Espagne, Belgique et Slovaquie. La France est membre de l'infrastructure européenne ESS (ESS-ERIC). Elle est représentée à l'ESS par le Centre de données socio-politiques (CDSP) de Sciences Po. La France a participé à toutes les éditions de l'ESS à ce jour.

Le questionnaire principal (passé chaque année) comprend 3 questions en rapport avec la thématique des expériences, opinions et perceptions en matière de sécurité (une question de victimation générale « cambriolage ou agression au cours des 5 dernières années », une question sur l'appartenance à une « catégorie de gens qui subit des discriminations » et une question sur le « sentiment d'insécurité en marchant seul(e) le soir dans le quartier »). Chaque année des modules tournants sont ajoutés au questionnaire principal. L'édition 2010 comprenait un focus spécifique sur la confiance dans la police et la justice.

En France, l'ESS est administrée en face-à-face auprès d'un échantillon représentatif des personnes âgées de 15 ans ou plus sélectionnées par l'Insee. Le nombre de répondants visé est d'environ 1 500.

- **Le Projet européen Margin : tackle Insecurity in Marginalised Areas**

Dans le cadre du projet européen « MARGIN : Tackle Insecurity In Marginalised Areas » réunissant des experts de cinq pays et régions d'Europe (Angleterre, Catalogne, France, Hongrie et Italie), l'ONDRP a participé à la conception d'une enquête sur les perceptions de l'insécurité. Le questionnaire de cette enquête se base sur les enquêtes de victimation nationales et locales, et analyse plusieurs dimensions de l'insécurité : objective, en lien avec la délinquance et la victimation ; subjective, en lien avec le sentiment d'insécurité ; sociale, en lien avec les caractéristiques des individus ; et géographique, en lien avec les caractéristiques du quartier. Le questionnaire a été traduit en plusieurs langues (anglais, catalan, espagnol, français, hongrois et italien). L'enquête a été conduite en Italie par téléphone. L'exploitation des résultats a donné lieu à plusieurs publications.

- **Le Projet international « Transit safety among college students »**

Dans le cadre du projet international « Transit Safety Among College Students », l'ONDRP a participé à la conduite d'une enquête sur la sécurité des étudiants dans les transports en commun. Cette enquête de victimation analyse le harcèlement sexuel et les agressions sexuelles dans cet environnement, ainsi

⁵[http://www.europarl.europa.eu/RegData/docs_autres_institutions/commission_europeenne/com/2011/0335/COM_COM\(2011\)0335_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/docs_autres_institutions/commission_europeenne/com/2011/0335/COM_COM(2011)0335_EN.pdf)

que les opinions, les précautions et les recommandations des étudiants par rapport à la sécurité. La méthode repose sur l'approche par trajet entier, qui permet de mesurer la victimation à chaque étape du trajet : dans le transport, pendant l'attente, et pendant les déplacements vers ou depuis les points de chute. L'enquête a été conduite sur le campus parisien de l'Institut d'Études Politiques de Paris (Sciences Po). Les étudiants ont été contactés par courrier électronique par l'université et invités à participer à cette enquête grâce à un questionnaire auto-administré en ligne. La collecte des données s'est déroulée de mai à juin 2018 et a permis d'obtenir un échantillon de 740 étudiants majeurs à Paris.

Des premiers résultats ont été publiés en 2020, un rapport de l'ONDRP fournit notamment une analyse des données françaises.

I.3.2 Les enquêtes de victimation nationales à l'étranger

- **Aux États-Unis, l'enquête américaine NCVS**

La « National Crime Victimization Survey » (NCVS) a connu sa première édition en 1972. Elle est commanditée par le bureau des statistiques du département de la Justice (Bureau of Justice Statistics, U.S. Department of Justice) et menée sur le terrain par le « US Census Bureau ». Le dispositif a subi une refonte en 1992. Les séries publiées remontent à cette période.

La NCVS est une enquête par panel auprès des personnes de 12 ans ou plus vivant en ménage ordinaire. L'interrogation a lieu tous les 6 mois pendant 3 années. La première des sept interrogations se déroule en face-à-face, les autres par téléphone. L'échantillon comprend environ 95 000 ménages répondants chaque année, soit à peu près 160 000 individus (tous les individus d'un même ménage étant interrogés).

- **En Angleterre et Pays de Galles : BCS/CSEW**

Au Royaume-Uni, l'enquête de victimation « British Crime Survey, BCS » (rebaptisée « Crime survey for England and Wales, CSEW » en 2012) a été menée pour la première fois en 1982, puis à peu près tous les deux ans entre 1984 et 2000. À partir de 2001, l'enquête est devenue continue. Les résultats de cette enquête en continue sont publiés tous les 3 mois.

La CSEW est menée en face-à-face auprès de la population résidant en ménage ordinaire âgée de 16 ans ou plus. Dans chaque ménage sélectionné, seul un habitant de 16 ans ou plus est interrogé. Dans les ménages avec enfant éligible, un enfant âgé de 10 à 15 ans est interrogé sur la base d'un questionnaire adapté depuis 2009. Sur l'année 2019, environ 35 000 individus âgés de 16 ans ou plus et 3 000 enfants âgés de 10 à 15 ans ont répondu à l'enquête. Les concepteurs de l'enquête se penchent depuis 2018 sur l'opportunité d'une bascule vers un protocole incluant un volet internet (cf. III.1.1).

- **Aux Pays-Bas : le Veiligheidsmonitor-VM ou safety monitor**

Des modules de victimation ont été adossés à des enquêtes sociales depuis les années 70. En 2005, une nouvelle enquête de victimation indépendante a été mise au point ; elle est commanditée par l'institut statistique néerlandais (CBS), le ministère de l'Intérieur et de la Justice associées à des instances publiques régionales ou locales.

L'enquête est réalisée tous les ans auprès des individus âgés de 15 ans ou plus résidant en ménages ordinaires. Réalisée en face-à-face de 2005 à 2011, l'enquête a basculé en collecte multimode internet/papier/téléphone en 2012. Le nombre annuel de répondants est compris entre 80 000 et 145 000.

- **En Suède : le Nationella trygghetsundersökningen – NTU or Swedish crime survey (SCS)**

L'enquête SCS est une enquête annuelle sur les attitudes et expériences de la population générale en matière de victimation, sentiment d'insécurité et confiance dans les institutions judiciaires.

Elle est conduite auprès des individus âgés de 16 à 84 ans depuis 2007. De 2007 à 2016, l'enquête a été conduite principalement par téléphone. En 2017, le protocole a basculé vers une collecte multimode internet/papier principalement. En 2019, l'échantillon comprenait environ 200 000 individus et au total près de 75 000 ont répondu à l'enquête.

- **Dans le reste du monde**

Ailleurs dans le monde, des enquêtes ponctuelles ou plus régulières, nationales ou locales, centrées sur la victimation ou bien des modules de victimation adossés à des enquêtes sociales ont été menés. Notamment en Australie et en Suisse. Le lecteur est renvoyé vers les différents rapports et ouvrages cités dans la bibliographie de cette partie pour plus de détails sur cette dimension internationale, notamment le manuel sur les enquêtes de victimation réalisé par l'UNODC, l'Office des Nations unies contre les drogues et le crime⁶.

⁶ Zauberman R., 2008 (ed.), *Victimisation and Insecurity in Europe, A Review of Surveys and their Use*, Brussels, VUB Press
Aebi, M.F., and A. Linde. (2009). Review of the current situation in respect of the collection of survey data on victimization. Lausanne : Université de Lausanne.
Van Dijk J.J.M., Mayhew P., Van Kesteren J., Aebi M.F., Linde A., 2010, *Final report on the study on crime victimisation*, Tilburg, Tilburg University.
Zauberman R, 2013, Surveys on Victimisation and Insecurity in Europe: Some Issues, in Body-Gendrot S., Hough M., Kerezsi C, Lévy R, Snacken S. (eds), *The Routledge Handbook of European Criminology*, London, Routledge, 74-90.
https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Crime-statistics/Manual_Victimization_surveys_2009_french.pdf

PARTIE II. L'enquête « Cadre de vie et sécurité » : caractéristiques, évolutions et apports dans le débat public

Les éléments présentés dans cette partie s'appuient sur des documents réalisés par l'équipe de conception de la division « Conditions de vie des ménages » à l'Insee, notamment ceux transmis au Cnis et au Comité du label dans le cadre des demandes d'avis d'opportunité et de conformité.

II.1 2007-2021 : quatorze éditions de CVS

II.1.1 Objectifs et comitologie de l'enquête

- **Objectifs de l'enquête**

Le contexte de la mise en place de l'enquête CVS à partir de 2007 est rappelé en I.2.1. L'enquête CVS n'est régie par aucun règlement européen. Il s'agit d'une enquête de victimation en population générale d'initiative nationale, qui vise à connaître les faits de délinquance dont les ménages et leurs membres ont pu être victimes dans les deux années civiles précédant l'enquête. En interrogeant ainsi directement un échantillon de la population, l'enquête permet de mesurer la prévalence (proportion de victimes) et l'incidence (nombre d'actes subis) de certaines atteintes contre les personnes physiques ou leurs biens et ainsi de publier des indicateurs « conjoncturels » de la délinquance subie, indépendamment des données administratives sur les faits enregistrés par les services de police et gendarmerie. De plus, le dispositif permet des analyses structurelles portant sur les caractéristiques sociodémographiques des victimes, d'estimer la part de celles qui ont porté plainte et de s'intéresser aux effets de la victimation subie : dommages matériels et psychologiques, conséquences dans la vie quotidienne des victimes. L'enquête porte également sur l'opinion et les perceptions des personnes en matière de sécurité, dans leur cadre de vie notamment et sur l'action des forces de sécurité et de la Justice.

L'enquête a bénéficié pour chacune de ses éditions, du label d'intérêt général et de qualité statistique avec caractère obligatoire délivré par le Cnis.

- **Comitologie**

La maîtrise d'ouvrage de cette enquête a été assurée depuis son origine par le Département des Ressources et des Conditions de Vie des Ménages de l'Insee et l'ONDRP (jusqu'à sa disparition en 2020), auxquels s'est ajouté le SSMSI à sa création en 2014 (maîtrise d'ouvrage, participation à l'ensemble des réunions techniques décisionnelles ainsi qu'au comité de pilotage de l'enquête).

La division « Maîtrise d'œuvre des activités d'enquête » (MOAE) de l'Insee a assuré la maîtrise d'œuvre statistique.

Les décisions stratégiques relatives à l'enquête CVS étaient prises par un comité de pilotage composé des maîtrises d'ouvrage lors de réunions annuelles. Le cas échéant, des partenaires financiers étaient occasionnellement associés au comité de pilotage : c'était le cas du Commissariat Général à l'Egalité des Territoires (CGET) – devenu Agence Nationale de la cohésion des territoires (ANCT) en 2019 – pour l'enquête 2016 en vue de la modification du sur-échantillon.

Un groupe de concertation et d'exploitation a été constitué en 2015, regroupant les différents utilisateurs dont l'ONDRP, le SSMSI, le service statistique du ministère de la Justice (SDSE), la Mission interministérielle pour la protection des femmes victimes de violence et la lutte contre la traite des êtres humains (MIPROF), le Cездip, le Service des Droits des Femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes de la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS), l'Ined, le CGET, le service statistique du ministère de la transition écologique et solidaire (SDS) et un chercheur de Sciences Po. Ce comité a été consulté sur les besoins des différents partenaires et sur les évolutions du questionnaire. Les membres de ce comité ont été invités à participer aux différents groupes de travail

mis en place pour élaborer ou réviser le questionnement. Il s'est réuni 5 fois entre mars 2015 et juin 2019.

II.1.2 Protocole et questionnaire des éditions 2007-2019

• Protocole

Le terrain de l'enquête s'est déroulé jusqu'en 2014 de mi-janvier à mi-avril sur 3 mois. De 2015 à 2018, la collecte s'est déroulée de début février à fin avril/début mai. En 2019, la collecte s'est déroulée sur 2,5 mois de début février à mi-avril.

Les ménages sélectionnés sont contactés au moyen d'une lettre-avis leur présentant l'enquête et les modalités de passation accompagnée d'un dépliant présentant brièvement l'enquête et les missions de l'institut. La collecte de l'enquête CVS s'effectue sous la forme d'un questionnaire informatisé (« capisé ») en face-à-face par un enquêteur du réseau Insee. La prise de rendez-vous pour fixer le passage de l'enquêteur est proposée dans la lettre-avis mais dans les faits elle est surtout de l'initiative des enquêteurs qui rappellent le ménage pour effectivement fixer la date de la visite.

L'enquête dure en moyenne 50 mn et enchaîne quatre questionnaires :

- le « tronc commun des ménages » (TCM) : ce premier questionnaire est administré dans la grande majorité des enquêtes ménage de l'Insee et plus généralement de la statistique publique en face-à-face, il permet de recueillir de très nombreuses informations sociodémographiques sur le ménage et les personnes qui le composent. C'est de préférence la personne de référence du ménage qui répond au TCM (temps de passation moyen du TCM : 15 mn).
- le questionnaire ménage (QM) : ce deuxième questionnaire est administré, en face-à-face, de préférence à la personne de référence du ménage (temps de passation moyen du QM : 8 mn);
- le questionnaire individuel (QI) : le troisième questionnaire est administré en face-à-face à une seule personne tirée au sort au sein du ménage parmi les personnes de 15 ans ou plus au 31 décembre de l'année de collecte de l'enquête, dites éligibles. L'individu concerné est désigné de façon automatique par l'ordinateur suite à la saisie des informations sur l'ensemble des habitants du logement lors du remplissage du TCM. C'est obligatoirement cet individu qui doit répondre : le proxy n'est pas autorisé mais une seconde visite est possible s'il n'est pas présent lors du tirage. La méthode de tirage repose sur la date anniversaire des personnes. La personne sélectionnée est celle dont l'anniversaire est le plus proche du 1^{er} janvier de l'année d'enquête. Cette méthode, dite méthode « kish », assure une répartition représentative des personnes de 15 ans ou plus dans l'échantillon (temps de passation moyen du QI : 15 mn).
- le questionnaire individuel auto-administré au moyen d'un casque (QAA) : le quatrième et dernier questionnaire s'adresse à la personne tirée au sort pour le questionnaire « individuel » en face-à-face sous condition que cette personne soit âgée de 18 ans au moins au jour de l'enquête et de 75 ans ou moins au 1^{er} janvier de l'année d'enquête. Il porte sur les violences dites sensibles, c'est-à-dire les violences sexuelles et les violences domestiques (temps de passation moyen du QAA : 9 mn). Les mineurs ont été exclus car les parents doivent donner au préalable leur accord et ont le droit d'accéder aux réponses de leurs enfants, ce qui compromet la possibilité d'interroger de manière confidentielle les enfants sur les violences qu'ils subissent en particulier au sein de leur famille. Pour les personnes plus âgées, les tests effectués pour le lancement de l'enquête ont montré qu'au-delà de 75 ans, les enquêtés avaient d'importantes difficultés à répondre (usage de l'ordinateur, du casque, lecture à l'écran, etc.). Le QAA est disponible en français et en 4 autres langues (cf. *Traductions* plus bas).

Le temps de réponse varie évidemment selon les événements vécus par l'enquêté(e) : en l'absence de victimations subies, la passation du questionnaire dure 40 minutes en moyenne. En cas de victimations multiples, elle peut dépasser une heure. En moyenne, un répondant sur quatre déclare au moins une

victimation « ménage ». Deux sur dix déclarent au moins une victimation « individuelle » (hors violences « sensibles »). Six sur cent déclarent avoir été victimes d'au moins une violence « sensible ».

- **Thèmes abordés dans les questionnaires 2019**

En 2019, les thèmes abordés dans les 3 questionnaires spécifiques à l'enquête CVS étaient les suivants :

Le questionnaire « ménage » (QM)

Le QM permet de recueillir les victimations ayant visé les biens possédés par le ménage :

- atteintes ayant visé la résidence principale : cambriolages et tentatives, vols sans effraction, vandalisme contre le logement ;
- les cambriolages, tentatives et vols sans effraction des résidences secondaires et autres lieux possédés ou loués par les ménages ;
- les atteintes ayant visé les véhicules possédés par les ménages : vols et tentatives de vol de voiture, de deux-roues à moteur et de vélo, vols et tentatives de vol d'objets dans ou sur la voiture et vandalisme contre la voiture ;
- les débits frauduleux sur les comptes bancaires possédés par le ménage (« escroqueries bancaires »).

Le QM recueille également des informations sur le logement et son environnement, sur les possessions des ménages (véhicule, résidences secondaires) ainsi que sur l'équipement de sécurité de la résidence principale.

Le questionnaire « individuel » (QI)

Le QI permet de recueillir les victimations « personnelles » hors violences « sensibles », c'est-à-dire, au sens de l'enquête, les atteintes subies par l'individu « kish » autres que les victimations ayant visé le logement ou les véhicules possédés par le ménage déjà recensées dans le QM. Il comprend ainsi :

- les atteintes aux biens ayant visé les biens hors habitations et véhicules : vols et tentatives avec violences ou menaces et vols et tentatives sans violences ni menaces ;
- les atteintes aux personnes commises par une personne non cohabitante au moment de l'enquête (« hors ménage ») hors atteintes sexuelles : violences physiques, menaces et injures ;
- les arnaques (section introduite en 2018) ;
- la corruption (section introduite en 2018) ;
- les discriminations (section introduite en 2018).

Le QI comprend également les sections consacrées au recueil des opinions, perceptions et expériences du kish en matière de sécurité, principalement évaluées à l'échelle du quartier ou du village de résidence :

- opinions sur les problèmes préoccupants dans la société et dans le quartier ;
- sentiment d'insécurité au domicile, dans le quartier, renoncement à sortir de chez soi pour des raisons de sécurité ;
- observation de phénomènes délinquants dans le quartier ;
- opinions et satisfaction à l'égard de l'action de la police en général et dans le quartier ;
- satisfaction à l'égard de l'action de la justice en général.

La notion de quartier est différente selon qu'il s'agisse d'une grande ville, d'un village ou d'un hameau. Les enquêtés délimitent eux-mêmes ce qu'ils considèrent comme étant leur quartier. Ainsi dans le cas d'hésitation sur la délimitation du périmètre du quartier pour une personne habitant un hameau (c'est-à-dire le hameau seul ou bien le village auquel il appartient), les instructions aux enquêteurs précisent que c'est au répondant de choisir.

Le questionnaire « auto-administré » (QAA)

Le QAA permet de recueillir les victimations « sensibles » subies par les « kish » âgés de 18 à 75 ans. Il recueille de l'information sur :

- les atteintes sexuelles commises par personne non cohabitante au moment de l'enquête : les exhibitions sexuelles, les « gestes déplacés », les violences sexuelles (attouchements du sexe, viols et tentatives de viol) ;
- les violences physiques et sexuelles commises par une personne cohabitante au moment de l'enquête (« au sein du ménage »).

Le QAA comprend également quelques questions d'opinions introductives concernant :

- l'opinion sur la lutte contre la délinquance sexuelle ;
- l'opinion sur la place dans les médias accordée à la violence à l'intérieur des familles.

• **Périodes de référence et incident le plus récent dans l'année**

Au cours de l'année N où elle est conduite, une édition d'enquête CVS recense les atteintes subies en [N-1] ou en [N-2], soit l'année civile précédente ou l'année civile antérieure. Par exemple en 2019, dans le module cambriolage, les enquêtés devaient répondre si oui ou non ils avaient subi un cambriolage en 2018 ou en 2017. Pour chaque atteinte suivie dans l'enquête, le module correspondant prévoit une série de questions approfondies sur le contexte de l'atteinte (modes opératoires, auteurs, lieux, etc.) et ses conséquences (préjudices et séquelles, signalement aux forces de sécurité, déclaration à l'assurance, etc.). Quand plusieurs faits de même nature ont été subis, les enquêtés sont invités à décrire l'incident le plus récent subi. Le cas échéant, un recueil plus succinct est également prévu pour décrire l'avant-dernier incident (ces recueils ont été abandonnés en 2020 pour introduire de nouvelles questions). Entre 2007 et 2017, quelques questions dans le QAA permettaient de repérer les répondants ayant subi des violences sexuelles avant N-2 ou des violences physiques par cohabitant (au moment des faits) avant N-2. Hormis l'âge au moment des (premiers) faits, aucune information complémentaire, en particulier sur l'auteur de ces atteintes, n'était recueillie.

Pour les questions de perceptions et d'opinion en matière de sécurité, la période de référence est soit absente (autrement dit l'enquêté est invité à répondre selon son ressenti à la date de l'enquête) soit elle porte sur les 12 derniers mois.

• **Principales évolutions du questionnaire**

La structure et le contenu des questionnaires CVS ont un socle commun large et stable au cours des éditions, toutefois certains modules ont pu apparaître ou disparaître entre 2007 et 2019, des questions ou modalités de réponse ont pu être reformulées ou ajoutées. Le but ici n'est pas de faire l'inventaire exhaustif de l'ensemble des modifications réalisées entre 2007 et 2019 mais de rappeler les plus significatives.

Le QM a subi peu d'évolutions majeures au cours des éditions, sinon :

- l'introduction de la distinction entre faits tentés et faits commis dans le recensement des vols d'objets dans ou sur la voiture à partir de l'édition 2009 ;
- l'introduction en 2010 du module sur les escroqueries bancaires ;
- l'abandon à partir de l'édition 2017 de la section intitulée « conséquences des victimations ménage » qui investiguait la question de l'impact de l'insécurité sur les souhaits de mobilité des ménages et les stratégies d'évitement de la carte scolaire pour les ménages avec enfant(s) âgé(s) de 3 à 18 ans ;
- l'introduction de la distinction entre faits tentés et faits commis dans le recensement des cambriolages ajoutée à partir de l'édition 2017.

Outre des modifications de libellés de questions ou de modalités de réponses, le QI a subi plusieurs évolutions importantes au cours des éditions, en particulier :

- l'introduction en 2012 dans les modules « violences physiques » et « menaces » d'une question permettant de préciser le caractère discriminatoire de l'atteinte subie en distinguant 3 motifs (non exclusifs) sur le modèle de la question posée depuis 2007 dans le module « injures »: 1. Raciste, antisémite, xénophobe ; 2. Homophobe ; 3. Sexiste ;
- l'abandon à partir de 2014, de la section « Transports » qui comptait un peu moins de 20 questions et permettait d'analyser le sentiment d'insécurité dans les transports en fonction du type de transport, de la fréquence et des raisons d'usage (travail, vacances, etc...). Cette section était financée depuis l'origine de l'enquête par le Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD). Les données ont été jugées difficiles à exploiter par le CGEDD, qui a décidé de mettre fin à sa contribution financière, occasionnant ainsi l'abandon de la section ;
- l'introduction en 2018 de trois nouveaux modules : « arnaques », « corruption » et « victimation et discrimination » pour répondre à de nouveaux besoins exprimés notamment lors de réunions du comité de concertation. Ces 3 modules ont été reconduits en 2019. En 2020, le module « arnaques » a été abandonné, le module « corruption » est conservé à l'identique et le 3e module est maintenu dans une version allégée incluant exclusivement les discriminations ;
- l'abandon à partir de 2018 de la section « séries » permettant de recenser les atteintes distinctes commises par un même auteur ou groupe d'auteurs. Cette section assez difficile à exploiter et ne permettant pas une mesure des phénomènes de harcèlement ou « stalking » a été abandonnée pour pouvoir introduire les 3 nouveaux modules de 2018 cités plus haut afin de ne pas augmenter la durée moyenne de passation du questionnaire ;
- pour les mêmes raisons, la section « téléphones portables » qui permettait un recensement spécifique des vols de téléphones portables a été abandonnée à partir de 2018.

Le QAA a connu des modifications significatives :

- l'introduction en 2009 des questions permettant de distinguer les victimes en N-1 des victimes en N-2 ;
- l'introduction en 2010 d'une série de questions sur les « menaces dans le ménage » : recensement et description des faits de menaces commis par une personne cohabitante au moment de l'enquête
- l'abandon à partir de 2014 des questions « menaces dans le ménage » au profit de l'introduction d'une nouvelle série de questions intitulée « Violences psychologiques de la part du conjoint ou de l'ex-conjoint » ;
- l'édition 2017 a fortement impacté le QAA :
 - o d'abord l'harmonisation des questions de recensement des violences sexuelles hors ménage et au sein du ménage. Cette reformulation s'est accompagnée d'une rupture de série difficile à quantifier et interpréter au cours du temps car les mesures suivantes (2018 et 2019) ont également été recueillies dans un contexte post affaire Weinstein et vague #MeToo. Les fluctuations importantes observées récemment sur les prévalences des violences sexuelles présentent ainsi des causes multifactorielles et doivent impérativement être commentées avec prudence.
 - o l'introduction des questions permettant de distinguer les victimes en N-1 des victimes en N-2 des actes d'exhibitionnisme et des contacts physiques imposés à caractère sexuel hors violences sexuelles ;
- de même, le QAA a été modifié en 2018 pour intégrer à durée constante les 3 nouveaux modules du QI. Il a ainsi été marqué par :
 - o l'abandon des questions recensant les violences sexuelles et les violences physiques par cohabitant avant N-2
 - o l'abandon des questions sur les « violences psychologiques par conjoint ou ex-conjoint ».

Le tableau ci-dessous rappelle ces principaux changements année par année

Tableau 1 : Modifications principales des questionnaires CVS, selon l'année

Année	Modifications principales de questionnaires
2009	- Description plus détaillée des faits de violences physiques ou sexuelles : gifles, bousculade ou empoignade, auteur sous l'emprise de l'alcool ou la drogue - Indiquer si les faits de violence physique ou sexuelle ont eu lieu en N-1 ou N-2 - Précision des autres objets volés (champ ouvert)
2010	- Insertion d'un module Escroqueries bancaires (QM) - Modification de la carte des objets volés : ajout de 2 modalités complémentaires (QM) - Ajout d'une question pour savoir si les objets volés ont été retrouvés (QM) - Ajout d'un module menace dans le ménage (QAA)
2011	- Ajout de questions sur la connaissance des associations d'aide aux victimes, le contact avec celles-ci et la réponse donnée - Ajout de questions sur la présence dans l'annuaire téléphonique et l'équipement ordinateur et internet (QM)
2012	- Ajout d'une question dans le cas de violences physiques hors ménages et si l'auteur n'est pas l'ex-conjoint pour savoir si la personne vivait avec la victime au moment de cet acte de violence (QI) - Ajout d'une question dans le module violence physique et menaces/insultes sur le caractère raciste, homophobe ou sexiste de l'insulte (QI)
2013	- Ajout de questions de satisfaction sur l'action de la justice - Suppression des questions ordinateur et internet (QM)
2014	- Suppression du module Transports (QM) - Suppression du module menace dans le ménage (QAA) - Ajout du module violence psychologique de la part d'un conjoint ou ex-conjoint (QAA) - Ajout de questions sur l'enregistrement d'une pré-plainte pour les différents actes de violence
2015	- Suppression de la question présence dans l'annuaire téléphonique (QM) - Suppression de la possibilité de répondre en francs sur les montants volés (QM) - Suppression des questions sur la connaissance des associations d'aide aux victimes, le contact avec celles-ci et la réponse donnée - Ajout d'une question sur les violences physiques hors ménages (QI) sur les démarches effectuées - Modifications de modalités et de positionnement de 3 questions sur le module violences psychologiques
2016	- Ajout d'une modalité dans les questions sur les auteurs de violences individuelles pour prendre en compte la notion d'auteur conjoint non cohabitant (QI et QAA). - Basculement des questions sur le caractère discriminatoire des violences physiques et menaces ; questions posées jusqu'ici aux enquêteurs, désormais directement posées aux enquêtés
2017	- QAA : À partir de 2017, le questionnaire auto-administré en langue étrangère est entièrement traduit en anglais, arabe, turc et portugais, et n'est plus seulement réduit à 12 questions.
2018	- Suppressions : - dans le QI : des sections « Séries de victimations » et « Vol de téléphone portable » - dans le QAA : des sous-modules « Violences psychologiques » et « Faits physiques et sexuels de la part d'une personne vivant avec l'enquêté avant N-2 » - Ajouts dans le QI : de 3 nouvelles sections « Arnaques » « Corruption » et « Victimation et discrimination »

• Traductions

Si le proxy est interdit dans l'enquête, la traduction « en direct » par une tierce personne est autorisée pour le QM et le QI. Pour le QAA, compte tenu des thématiques abordées, cette « dérogation » n'est pas possible. Ainsi, depuis son origine, le QAA a été proposé en langue étrangère. Jusqu'en 2016, les versions traduites étaient des versions allégées du questionnaire (en particulier, la question permettant de distinguer les faits survenus en N-1 des faits survenus en N-2 n'était pas posée). Les langues disponibles étaient : arabe, turc, portugais, anglais et allemand. Pour l'édition 2017, les fichiers sons du QAA ont été intégralement repris. Ils sont désormais traduits en totalité mais réduits aux 4 premières langues, qui étaient les plus demandées.

L'enquêteur indique à la fin du QI pour les kish éligibles au QAA si le répondant est « en mesure de comprendre et répondre seul au QAA ». Chaque année, environ 2 % des répondants sont jugés inaptes à poursuivre en français. Si la langue parlée par le répondant correspond à une version traduite, celle-

ci lui est alors proposée. Entre 2015 et 2019, entre 60 et 160 questionnaires auto-administrés ont été remplis chaque année en langue étrangère. Ce qui représente entre 0,7 % et 1,3 % de l'ensemble des répondants au QAA.

II.1.3 Méthodologie de l'enquête 2007-2019

- **Champ et unités enquêtées**

Le champ de l'enquête CVS correspond à l'ensemble des logements ordinaires qui constituent des résidences principales. L'enquête a lieu en France métropolitaine chaque année depuis 2007. Elle a été étendue aux territoires d'Outre-Mer occasionnellement (cf. plus bas).

- **Paramètres d'intérêt de l'enquête**

Comme indiqué plus haut, le premier objectif de l'enquête CVS est l'estimation de la prévalence de la victimation, de son incidence et de la propension des victimes à porter plainte pour les actes suivants :

- Cambriolages ou vols sans effraction d'un logement
- Vols ou tentatives de vol de voiture, de deux roues ou de vélo
- Actes de vandalisme contre le logement ou la voiture
- Escroqueries bancaires
- Vols personnels (ou tentatives) avec violences ou menaces
- Vols personnels (ou tentatives) sans violences ou menaces
- Violences physiques en dehors du ménage
- Menaces en dehors du ménage
- Injures ou insultes en dehors du ménage
- Arnaques (en 2018 et 2019)
- Corruption (depuis 2018)
- Discriminations et comportements discriminatoires (depuis 2018)
- Violences sexuelles en dehors du ménage
- Violences physiques ou sexuelles au sein du ménage

- **Description du sondage**

En métropole, l'enquête se compose d'un échantillon principal qui est complété tous les deux ans d'un sur-échantillon « quartiers prioritaires de la ville » depuis 2016 (ZUS jusqu'en 2015, cf. plus bas).

Tirage de l'échantillon principal de l'édition France Métropolitaine

L'échantillon principal est tiré dans l'Échantillon-Maître (EM) Octopusse basé sur le recensement de la population :

- Dans les zones d'action enquêteurs (ZAE) « Grandes communes » (= une seule commune de 10 000 habitants ou plus), le tirage est effectué dans l'enquête annuelle de recensement (EAR) la plus récente, i.e. l'EAR N-2.
- Dans les ZAE « Petites communes » (= plusieurs communes de moins de 10 000 habitants ; chaque petite commune étant affectée à un seul groupe de rotation du recensement, la ZAE comporte des petites communes de chacun des cinq groupes de rotation), le tirage est effectué dans les cinq groupes de rotation. Il s'agit des EAR N-6 à N-2.

Ainsi, CVS 2019 a été tirée dans l'EAR 2017 en grandes communes et dans les EAR 2013 à 2017 en petites communes.

Le plan de sondage est à deux degrés (tirage des logements uniquement dans les ZAE de l'EM qui sont les unités primaires) et en une seule phase (il n'y a pas de restriction de champ parmi les résidences principales qui constituent la base de sondage dans Octopusse).

Les poids de sondage des ZAE sont calés chaque année par la Section « Méthodes d'estimations » au sein de la Direction de la méthodologie de l'Insee sur les données de la nouvelle EAR chargée dans Octopusse (respectivement sur les cinq dernières EAR chargées) pour un tirage dans la dernière campagne (respectivement dans les cinq dernières campagnes).

Tirage du sur-échantillon « Quartier prioritaire de la ville » de l'édition France Métropolitaine

Jusqu'en 2015, un sur-échantillon de logements en zones urbaines sensibles (ZUS) était tiré (3 200 logements). L'entrée en vigueur des « nouveaux quartiers prioritaires » au 1^{er} janvier 2015 a entraîné l'abandon du sur-échantillon ZUS pour les années suivantes et la mise en place, tous les deux ans, à la demande du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) et en accord avec les maîtrises d'ouvrages, d'un sur-échantillon « nouveaux quartiers prioritaires ». La variable « appartenance d'un logement à un nouveau quartier prioritaire de la ville » n'étant pas disponible dans le recensement, une base de sondage complémentaire des logements en nouveaux quartiers prioritaires de la ville a été constituée à partir des fichiers fiscaux.

• Taille d'échantillon et taux de collecte

Entre 2007 et 2018, le nombre de logements sélectionnés (fiches-adresses FA) a été compris entre 22 000 et 25 000 FA. En 2019, il était légèrement sous la barre des 20 000. Une réduction de 10 % de la taille de l'échantillon CVS 2019 par rapport à l'échantillon de 2018 (22 800) avait été actée en 2017 au sein de l'Insee. En 2019, l'enquête CVS classique a été complétée d'une expérimentation panel. Or cette expérimentation n'était possible qu'à coût constant pour l'enquête CVS prise dans son ensemble (i.e. l'enquête classique plus l'expérimentation). La taille de l'échantillon CVS 2019 a donc été doublement réduite pour permettre la réalisation de l'expérimentation panel CVS. Cette réduction avait été chiffrée à 1 500 FA.

Avec un taux de collecte compris entre 68 % et 72 % sur la période 2010-2018 et en baisse en 2019 à 65 % (cf. *tableau Taux de collecte et échantillons de répondants*), le nombre annuel de ménages répondants est globalement compris entre 15 000 et 17 000 et environ 12 500 en 2019. Les nombres de QI complets et de QAA complets sont emboîtés et donc légèrement inférieurs. Les taux d'acceptation du QI (nombre de QI complets/Nombre de QM complets) et du QAA (nombre de QAA complets/nombre de QI de 18-75 ans complets) sont néanmoins très élevés.

Tableau 2 : Fiches-adresses, taux de collectes et répondants par questionnaire selon l'année

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Nb de FA (arrondi)				23 300	23 400	24 200	24 100	24 000	22 900	22 900	21 800	22 800	19 100
Répartition des FA (en %)													
% réussies				71	72	72	63	69	70	70	70	68	65
% déchets				19	18	18	26	21	19	20	20	22	25
% hors champ				10	10	9	11	10	11	10	10	10	10
Nb de QM complets	17 496	17 176	17 123	16 518	16 958	17 496	15 200	16 430	16 168	16 094	15 144	15 631	12 397
Nb de QI complets	17 496	17 176	17 123	16 518	16 958	17 021	14 589	15 732	15 484	15 401	14 575	14 989	11 995
Nb de QAA complets	11 444	13 719	13 605	13 036	13 202	13 358	11 259	12 016	12 168	11 887	11 318	11 785	9 175

FA : fiches-adresses dans l'échantillon ; FA réussies = enquête réalisée totalement ou partiellement ; FA déchets = impossible à joindre, refus, enquêtes non attribuées etc. ; FA hors champ = logement vacant, inconnu, détruit, déjà enquêté récemment par l'Insee)

Source : Insee

- **Traitements statistiques : redressements, calages et calculs de poids**

Ancienne méthode de redressements de l'enquête CVS

Jusqu'en 2015, la méthode de pondération de l'enquête s'appuyait sur des calages simultanés entre les niveaux ménages et individus de façon à garantir une cohérence entre les estimateurs calculables à partir de l'échantillon de ménages et ceux calculables à partir de l'échantillon d'individus. Chaque pondération était constituée à partir des poids de sondage des unités via un calage sur marges en une étape, sans modélisation spécifique de la non-réponse.

Cette manière de procéder posait cependant un certain nombre de problèmes ;

- d'une part, chaque année, pour environ 500 ménages, seule la réponse au questionnaire ménages est disponible. Comme pour ces ménages l'individu kish⁷ est non-répondant, l'information recueillie via ces questionnaires ne pouvait être utilisée ;
- la correction de la non-réponse en une étape par calage sur marges peut d'autre part se traduire, dans certaines situations très particulières, par une détérioration des propriétés des estimateurs (cf. travaux de Haziza et Lesage). Même si les situations où le calage en une étape conduit à une hausse du biais de non-réponse sont rares, la séparation des étapes de correction de la non-réponse totale par repondération et calage sur marges est désormais recommandée par le département des méthodes statistiques.

Nouvelle méthode de redressement de l'enquête CVS

Pour les raisons évoquées plus haut, la méthode de redressement et donc le calcul des poids a été totalement revue par la Direction de la Méthodologie en 2016. La décision a été prise de produire trois poids distincts : un poids associé aux ménages répondants (quel que soit le comportement de réponse de l'individu kish du ménage), à chaque individu kish-répondant et à chaque individu-kish répondant au questionnaire sous casque. De ce fait, tous les questionnaires ménage renseignés peuvent être exploités. D'autre part, l'abandon du calage simultané diminue le nombre de contraintes imposées dans le calage et permet d'introduire de nouvelles marges permettant des gains de précision.

Les nouveaux redressements suivent plusieurs étapes :

- d'abord, la non-réponse totale des ménages est corrigée par repondération suivant la méthode des groupes de réponse homogène (GRH). Les GRH sont constitués suivant une méthode des scores :
 - o La probabilité de répondre à l'enquête est d'abord estimée pour chaque ménage de l'échantillon (hors ménages hors-champs, i.e. identifiés par l'enquêteur lors de la collecte comme inoccupés, détruits ou occupés à titre de résidence secondaire) à l'aide d'un modèle de régression logistique expliquant le fait de répondre par les caractéristiques des ménages disponibles dans la base de sondage. En 2019, les caractéristiques suivantes ont été retenues pour modéliser le fait de répondre : région administrative, indicatrice région de gestion = « Île-de-France », âge de la personne de référence, type d'habitat (individuel/collectif), période d'achèvement du logement, statut d'occupation du logement, nombre de pièces du logement, appartenance à un organisme HLM, nombre de voitures du ménage, décile de revenu médian communal et quintile de taux de chômage communal.
 - o Ensuite, les GRH sont constitués par la méthode des quantiles, i.e. en regroupant dans un même GRH les ménages, répondants et non-répondants, dont la probabilité de réponse estimée est considérée identique. Les quantiles sont définis suivant la procédure proposée par D.Haziza et J.-F. Beaumont. Le poids corrigeant de la non-réponse de niveau ménage, pour une observation d'un quantile donné, est défini comme l'inverse de la proportion de répondants observée dans le quantile.

⁷ L'individu dit « Kish » correspond à l'individu sélectionné pour le QI parmi les individus éligibles du ménage. Pour CVS, la règle de tirage est celle de la date d'anniversaire : le kish est l'individu éligible qui est le premier à fêter son anniversaire dans l'année (date anniversaire la plus proche du 1^{er} janvier).

- Ensuite, un calage sur marges est appliqué aux poids corrigés de la non-réponse des ménages (voir *Tableau Variables de calage* pour le détail des marges de calage).
- Les poids des individus répondants sont ensuite calculés en partant des poids corrigés de la non-réponse des ménages.
 - o Les poids de sondage des individus-kish interrogés dans les ménages répondants sont calculés en multipliant les poids corrigés de la non-réponse des ménages par le nombre de membres du ménage dans le champ de l'enquête.
 - o Puis la non-réponse spécifique des individus-kish est corrigée avec la même méthode que la non-réponse totale des ménages. Les variables intervenant dans le modèle de non-réponse sont issues de l'enquête CVS. En 2019, les caractéristiques suivantes de l'individu-kish ont été retenues : croisement sexe-âge, croisement statut d'activité-catégorie socio-professionnelle, nationalité, diplôme, type et nombre de personnes du ménage.
 - o Enfin, les poids corrigés de la non-réponse des individus-kish sont ajustés par calage sur marges.

Les poids des individus-kish répondants au questionnaire auto-administré sous casque sont déterminés de manière analogue aux poids des individus-kish répondants. Les variables intervenant dans le modèle de non-réponse sont également issues de l'enquête CVS. En 2019, les caractéristiques suivantes de l'individu-kish ont été retenues : croisement sexe-âge, statut d'activité, nationalité, diplôme, type de ménage et le fait d'avoir été victime de vols avec violences physiques ou sans violence, de violences physiques, de menaces ou d'injures en 2017 ou 2018.

Par ailleurs, lorsque l'échantillon principal est complété d'un sur-échantillon sur les « quartiers prioritaires de la ville » (QPV), il est nécessaire de procéder à une étape de partage des poids. Il s'agit d'identifier quels logements de l'échantillon principal (issu du recensement de la population (RP)) étaient (ou non) dans un quartier prioritaire de la ville. L'information « quartier prioritaire », n'étant actuellement pas disponible dans la base du recensement, une demande d'identification des logements en QPV dans les échantillons CVS est adressée en ce sens à la Division Statistiques et Analyses Urbaines et à la Division Méthodes et Traitements des Recensements par la division Conditions de vie.

La nouvelle méthode de redressement a été reproduite pour les enquêtes de 2012 à 2016. Elle a donc permis dans un premier temps de réintégrer 500 à 700 questionnaires ménages par millésime. Puis la division Sondages a comparé les deux méthodes de redressement. Il apparaît que les intervalles de confiance se recoupent très largement, si bien que la nouvelle estimation est contenue dans l'intervalle de confiance de l'ancienne et inversement. On observe de légères évolutions en niveau, mais ils sont qualitativement analogues au vu des intervalles de confiance.

Une rétopolation des millésimes 2007 à 2011 a été effectuée en adaptant les niveaux à ceux de la période 2012-2015 mais en conservant les évolutions. Les poids ont été modifiés par calage sur marges de façon à garantir que les estimateurs calculés à partir des données individuelles des enquêtes entre 2007 et 2011 soient égaux à ceux des séries rétopolées. Cette méthode est analogue à celle qui a été utilisée sur les données de l'Enquête Emploi en Continu entre 2003 et 2012 pour rétopoler l'effet du changement de questionnaire de 2013 sur le niveau des estimateurs issus de l'enquête.

Tableau 3 : Variables de calage

Pondération Ménage	Pondération Kish	Pondération Casque
Type de logement Région (2016) Tranche d'unité urbaine de la commune Quintile de taux de chômage communal Décile de revenu médian communal Type de ménage Diplôme de la personne de référence Activité de la personne de référence Nationalité de la personne de référence	Type de logement Région (2016) Tranche d'unité urbaine de la commune Quintile de taux de chômage communal Décile de revenu médian communal Type de ménage Croisement sexe – âge Diplôme Nationalité Croisement activité – CS	Cales Kish + Taux de victimation vol avec violence* Taux de victimation vol sans violence* Taux de victimation violences physiques* Taux de victimation menace* Taux de victimation injure* <i>* calculé à partir des données du questionnaire individuel en face-à-face</i>

Enfin, ces travaux de repondération ont été l'occasion pour la division Conditions de vie de procéder à des corrections de certaines variables sociodémographiques, comme la nationalité des parents ou le diplôme.

- **Précision des estimations**

Le nombre moyen de 15 000 ménages répondants permet de fournir des estimations annuelles de prévalence pour la plupart des atteintes et de décrire finement les opinions et perceptions des répondants sur leur cadre de vie et sur l'insécurité. Les analyses annuelles structurelles fines sont en revanche relativement limitées ; il est en effet souvent nécessaire « d'empiler » plusieurs éditions d'enquêtes afin de disposer d'un échantillon de taille suffisante pour décrire les circonstances ou les conséquences des victimations (cf. tableau *Effectifs de victimes*), notamment la propension à signaler les faits subis aux autorités. De même, pour les analyses conjoncturelles, dans une majorité de cas les évolutions d'une année sur l'autre ne sont pas significatives. Un outil général de calcul d'intervalle de confiance a été développé par le Département des méthodes statistiques de l'Insee, permettant de fournir aux partenaires les intervalles de confiance des principaux indicateurs. Leur usage permet, à défaut de mettre en lumière des évolutions d'une année sur l'autre, de s'assurer de la robustesse d'évolutions sur plusieurs années, par la comparaison d'empilements sur 3 ou 5 années.

Tableau 4 : Effectifs d'enquêtes concernés, estimations annuelles pondérées (effectif et proportion) et précisions à 95 % en 2018

	Effectif de victimes ou personnes concernées			Proportion dans la population	
	Non pondéré	Pondéré	Précision à 95%	En % de l'unité de compte	Précision à 95% en pt
Victimations ayant visé la résidence principale des ménages (unité de compte = ménage, N=12 397)					
Cambriolages et tentatives de cambriolage	209	490 000	± 63 000	1,68	± 0,21
Vols sans effraction	112	251 000	± 45 000	0,86	± 0,15
Actes de vandalisme contre le logement	244	580 000	± 68 000	1,99	± 0,23
Victimations ayant visé les véhicules (unité de compte = ménage, N=12 397)					
Vols et tentatives de vol de voiture	82	198 000	± 38 000	0,83*	± 0,16
Vols et tentatives de vol dans ou sur la voiture	239	575 000	± 66 000	2,41*	± 0,27
Vols et tentatives de vol de deux-roues à moteur	17	44 000	± 19 000	1,27*	± 0,53
Vols et tentatives de vol de vélo	125	318 000	± 51 000	2,02*	± 0,32
Actes de vandalisme contre la voiture	449	1 078 000	± 89 000	4,51*	± 0,37
Escroqueries bancaires (unité de compte=ménage, N=12 397)	527	1 260 000	± 95 000	4,32	± 0,37
Victimations personnelles hors victimations « sensibles » (unité de compte = individu de 14 ans ou plus, N=11 995)					
Vols et tentatives de vol avec violences physiques ou menaces	37	166 000	± 49 000	0,32	± 0,09
Vols et tentatives de vol sans violence ni menaces	191	967 000	± 134 000	1,85	± 0,25
Menaces	389	1 805 000	± 187 000	3,45	± 0,35
Injures	1 023	4 882 000	± 311 000	9,32	± 0,58
Amaques	292	1 247 000	± 144 000	2,38	± 0,27
Corruption	112	537 000	± 89 000	1,02	± 0,17
Insécurité et préoccupation sécuritaire (unité de compte = individu de 14 ans ou plus, N=11 995)					
Sentiment d'insécurité dans le quartier ou le village	1 312	5 925 000	± 331 000	11,31	± 0,63
Sentiment d'insécurité dans le domicile	1 005	3 979 000	± 268 000	7,6	± 0,51
Renoncement à sortir seul pour des raisons de sécurité	1 422	5 724 000	± 338 000	10,93	± 0,65
Délinquance comme problème le plus préoccupant dans la société	1 182	5 208 000	± 301 000	9,94	± 0,57
Délinquance comme problème le plus préoccupant dans le quartier	1 143	5 170 000	± 324 000	9,87	± 0,62
Victimations « sensibles » (unité de compte = individu âgé de 18 à 75 ans, N=9 175)					
Violences physiques	170	959 000	± 107 000	2,12	± 0,24
Violences sexuelles	51	220 000	± 56 000	0,49	± 0,12

* proportion parmi les ménages équipés pour les victimations ayant visé les véhicules.

Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine.

Source : enquête CVS 2019 ; traitements SSMSI, rapport d'enquête CVS 2019.

II.1.4 Modalités d'exécution de la dernière édition de CVS en 2021

Du fait de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, l'Insee a été contraint d'interrompre les enquêtes en face-à-face à partir du 16 mars 2020 et ne les a reprises que progressivement à partir du 15 juillet. Les contraintes de distanciation et les restrictions de déplacement liées à la crise sanitaire n'ont pas permis de mener l'enquête CVS 2020 en face-à-face, comme à l'accoutumée. Compte tenu de la longueur du questionnaire et des sujets abordés, il n'a pas été possible de basculer la collecte de l'enquête CVS par téléphone dans le calendrier imparti. Il n'a pas été possible non plus de reporter cette collecte au second semestre, pour préserver d'autres opérations en cours comme l'enquête Trajectoire et Origines qui n'avait pas été rééditée depuis 10 ans. La collecte de 2021 a été préparée et développée pour pouvoir s'adapter à la situation sanitaire avec la possibilité d'une passation « classique » en face-

à-face et une alternative de passation par téléphone où le questionnaire était alors réduit notamment avec la suppression complète de la partie autoadministrée. La « 3e vague » de Covid et les annonces gouvernementales en date du 31 mars ont contraint à une collecte exclusivement par téléphone du 19 avril au 9 juin. À compter de cette date, les enquêteurs volontaires à la reprise de la collecte en face-à-face ont pu retourner sur le terrain. C'est donc une collecte mixte téléphone / face-à-face qui a été menée du 9 juin au 26 juin 2021. Au total, 66 % des ménages sollicités ont participé. Les entretiens en face-à-face représentent moins de 2 % des questionnaires complets.

Modifications du questionnaire

Pour l'enquête 2020, quelques modifications dans les 3 questionnaires ont été discutées en comité de concertation, validées en comité de pilotage et présentées lors du passage devant le comité du Label le 16 octobre 2019. L'édition 2020 n'ayant pu être réalisée, les modifications prévues en 2020 ont été reportées à l'édition 2021. Pour cette dernière édition, les changements engagés sur les questionnaires ont été les suivants :

Dans le QM, des reformulations pour harmoniser certains libellés entre les différents modules ont été implémentées, 2 questions ont été ajoutées pour mesurer l'effet de la délinquance ou de l'insécurité sur les souhaits de mobilité.

Dans le QI, des questions sur le sentiment d'insécurité dans les transports et sur les interactions police/population ont été ajoutées. Pour compenser ces ajouts, le module Arnaques a été abandonné et le module Victimations et discriminations a été réduit aux discriminations *stricto sensu*.

Enfin dans le QAA, quelques ajouts étaient prévus : notamment une question dans le module Violences au sein du ménage permettant de distinguer les plaintes pour violence physique de celles pour violence sexuelle lorsque des faits de nature différente sont déclarés. À des fins méthodologiques, le SSMSI a demandé l'ajout d'une question à la fin du QAA pour connaître l'opinion des enquêtés sur le mode le plus adéquat pour répondre à l'enquête CVS.

Spécifiquement pour 2021, les ajouts majeurs suivants ont été proposés :

- des questions de datation afin de repérer les faits survenus pendant le confinement et trois questions sur la période du confinement : « où ? », « avec qui ? » dans le QI et sur l'ambiance dans le ménage pendant le confinement dans le QAA
- des questions sur les faits survenus avant N-2 dans le QI et dans le QAA ainsi qu'une question dans le QAA pour préciser les raisons de l'insécurité ressentie à domicile (déclarée dans le QI)

Pour compenser les ajouts de questions sur le confinement, il a été décidé de supprimer la section sur les équipements de sécurité des ménages dans le QM.

Toutefois, les ajouts prévus dans le QAA n'ont pas pu être exploités car celui-ci n'a majoritairement pas été administré en 2021 pour les raisons rappelées plus haut.

Base de sondage et taille d'échantillon

En 2020, l'échantillon principal de CVS prévu était de 16 300 fiches adresses et était accompagné d'un sur-échantillon « Quartiers prioritaires de la ville » (QPV) de 3 000 fiches adresses, soit une taille d'échantillon total de l'ordre de 19 500 fiches adresses comme en 2019. L'échantillon de l'enquête 2021 a été réduit en taille d'environ 30 % : il est composé de 13 700 fiches adresses dont 2 500 en QPV.

Par ailleurs, comme tous les échantillons des enquêtes ménages désormais, l'échantillon 2021 a été tiré dans le nouvel échantillon-maître (Nautile basé sur les fichiers fiscaux qui remplace Octopusse basé sur le recensement de la population), conformément à l'engagement de l'Insee pris vis-à-vis de la direction du budget. Cette modification a nécessité l'adaptation du modèle de non-réponse pour la pondération niveau ménage. Comme les sur-échantillons QPV sont déjà tirés dans la source fiscale (Fideli), un modèle de non-réponse à partir de cette base de sondage a déjà été réalisé.

II.1.5 L'enquête CVS en Outre-Mer

L'enquête CVS a été conduite à la Réunion en 2011 et dans les Dom américains en 2015. En 2020, l'enquête CVS devait être sur le terrain à Mayotte en 2020 du 1^{er} janvier au 30 septembre. Elle a été suspendue le 17 mars 2020 en raison du confinement de la population lié à l'épidémie de coronavirus. Une reprise expérimentale du terrain (à petite échelle) a démarré le 15 septembre, puis a été généralisée à la mi-octobre et s'est achevée le 31 décembre 2020.

La réalisation de l'enquête en 2015 dans certains territoires d'Outre-mer a fait suite à la mise en place d'un programme pluriannuel défini en concertation avec la DéGéOM. Pour l'opération en Guyane, le questionnaire avait été légèrement « tropicalisé » mais n'avait pas fait l'objet d'un data model distinct. Le QAA a bénéficié de traductions supplémentaires en 2015 : en créole guyanais, en bushi nenge et en portugais brésilien. Pour l'édition mahoraise (spécifications du questionnaire 2019 légèrement tropicalisé), une version allégée du questionnaire auto-administré a été traduite en shimaoré.

Le nombre de fiches-adresses sélectionnées étaient de 1 500 à La Réunion et de 3 000 dans chaque Dom américain et 3 000 également à Mayotte. Le taux de collecte à La Réunion et en Guadeloupe et Martinique a été compris entre 70 % et 75 %, soit tout à fait dans la moyenne des taux de collecte des éditions CVS menées la même année en métropole. En revanche en Guyane, le taux de collecte a été inférieur à 50 %. À Mayotte, le terrain a été interrompu au moment du confinement de la population en mars 2020 puis repris jusqu'à la fin de l'année. Le taux de collecte a finalement atteint 35 %.

Tableau 5 : Bilan de collectes des enquêtes CVS conduites outre-mer

DOM	Année de collecte	Nombre de Fiches adresses (FA) dans l'échantillon	Nombre de répondants
Réunion	2011	1520	1145
Guadeloupe	2015	2991	2130
Martinique	2015	2989	2192
Guyane	2015	2954	1469
Mayotte	2020	2999	1043

II.2 Exploitations de l'enquête CVS

II.2.1 Transmission et accès aux micro-données de l'enquête

Lors de chaque édition de l'enquête, un fichier de production et de recherche (FPR) provisoire a été transmis aux co-maîtrises d'ouvrage et un FPR définitif comportant des données individuelles et anonymisées a été diffusé auprès des chercheurs via le centre Quetelet-Progedo.

En cas de demande d'une équipe de recherche, et après accord du Comité du secret, un fichier indirectement nominatif est mis à disposition via le Centre d'accès sécurisé aux données (CASD). Les données collectées sous casque ne font cependant l'objet d'aucune cession de fichiers non-anonymisés, conformément à la demande du Comité du Label exprimée lors de la séance du 26 juin 2013.

Sur le site du CASD, en juillet 2022, dix projets sont cités comme mobilisant la source CVS pour répondre à des problématiques directement ou indirectement liées à la thématique de la sécurité. Les porteurs de projets sont variés : Paris School of economics, Université de Cagliari, CGET, ONDRP, Cour des comptes, IHEMI, Université de Stanford (Californie), Université Paris-Dauphine.

II.2.2 Diffusion, publications et communications

Dans cette section, les exploitations issues de l'enquête sont avant tout évoquées plus que détaillées afin d'illustrer avant tout la diversité des utilisateurs et des sujets qui peuvent être traités grâce à l'enquête CVS.

- **Les publications et contributions périodiques**

Pour la publication des résultats, le niveau géographique privilégié est la France métropolitaine. La représentativité infranationale est assurée au niveau des Zones d'études et d'aménagement du territoire (ZEAT) au plus.

Les résultats de l'enquête CVS ont permis à l'ONDRP et au SSMSI d'établir un bilan annuel de la victimation et du sentiment d'insécurité. Les rapports paraissaient habituellement en décembre de l'année d'enquête.

Les résultats de l'enquête sont aussi diffusés sur le site de l'Insee dans la rubrique « thèmes/conditions de vie/justice » et sous forme de fiches thématiques dans France portrait social, Regards sur la parité, Tableaux de l'économie française, Insee références sur les couples et familles et les chiffres clés.

La lettre de la MIPROF qui paraît chaque année le 25 novembre, lors de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, a été largement alimentée par les résultats de l'enquête « Cadre de vie et sécurité » fournis par l'Insee. Les résultats ont par ailleurs été présentés lors des colloques annuels organisés par la MIPROF.

L'enquête CVS a également systématiquement été mobilisée par le SSMSI pour répondre à des questions thématiques adressées par le cabinet du ministre dans le cadre de ses échanges avec les organismes extérieurs, notamment de manière périodique pour la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH) à qui le SSMSI fournit annuellement un éclairage statistique sur le thème du racisme, l'Observatoire National de la Politique de la Ville (ONPV) pour les fiches de son rapport annuel ou encore le Haut Conseil à l'Égalité (HCE).

- **Les études**

Du côté de l'Insee : un dossier sur la victimation dans un double numéro d'Economie et Statistique avec 4 articles en lien avec CVS (et 1 en lien avec la victimation hors CVS) est paru en 2011, un autre article d'Economie et Statistique a été consacré à l'enquête CVS en 2009 et par ailleurs six Insee Première et un Insee Résultats ont été publiés entre 2007 et 2019. Les données de l'enquête CVS alimentent également les fiches thématique « Criminalité – Délinquance » des Tableaux de l'Économie française, « Insécurité, victimation » de France Portrait Social et « Violences familiales envers les adultes » dans l'Insee références Couples et Familles. Les enquêtes réalisées dans les Dom ont également fait l'objet de publications : Un Insee partenaires à La Réunion et un Insee première présentant les résultats issus des enquêtes en Guadeloupe, Martinique et Guyane complété de trois articles Insee Analyses, un dans chacun des Dom américains. En 2021, un Insee Flash Mayotte et un Insee Analyses Mayotte ont été publiés pour présenter les principaux résultats de la déclinaison mahoraise de l'enquête réalisée en 2020.

Les treize enquêtes annuelles « Cadre de vie et sécurité » 2007-2019 ont fait l'objet d'exploitations régulières publiées dans les différentes collections de l'ONDRP (16 « Flash'crim », 23 « Notes de l'ONDRP », 14 « Repères » et 14 « Grand Angle » depuis 2007) et également 3 articles dans des revues scientifiques et 2 chapitres dans des ouvrages collectifs. En 2017, de nombreuses études ont été

publiées à des dates symboliques dans le cadre d'une démarche consistant à célébrer les 10 ans de l'enquête CVS à travers des publications thématiques.

Le SSMSI produit des chiffres clés sur les différentes victimations et le sentiment d'insécurité et a publié de nombreuses études dans ses différentes collections ainsi que dans l'Insee Références Sécurité et société (2021). En particulier, le SSMSI utilise systématiquement les résultats des enquêtes annuelles « Cadre de vie et sécurité » pour compléter les analyses issues des données sur la délinquance enregistrée par les services de police et de gendarmerie dans son bilan annuel.

Des études sont également publiées dans le rapport annuel de l'ONPV, qui a succédé en 2016 à l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (ONZUS).

Le ministère de la Justice a également réalisé une étude dans sa collection Infostat Justice et un Economie&Statistique sur les déterminants du dépôt de plainte.

Dans le monde de la recherche, le Cездip exploite également l'enquête CVS dans le cadre de ses travaux sur la mesure de la délinquance et sur le sentiment d'insécurité, des articles dans des revues scientifiques (étude du raccordement des EPCV et des CVS, évolution de la délinquance, mesure de la violence des jeunes...), des ouvrages de synthèse et des chapitres dans des ouvrages collectifs, y compris en mettant leurs résultats en série avec ceux d'enquêtes de victimation plus anciennes. L'observatoire scientifique du crime et de la justice (OSCJ) du Cездip met en ligne des séries d'indicateurs sur le plus long terme possible en utilisant notamment les données de CVS (agressions, vols, cambriolages, vols de/ dans les voitures, ensemble des vols/ cambriolages débits frauduleux, renvoi à la police, renvoi à l'assurance et sentiment d'insécurité).

L'ORDCS a également publié des études à partir de données empilées de CVS recueillies en région PACA. Catherine Cavalin (Sciences Po) a utilisé les données de l'enquête CVS en complément d'autres données dans le cadre d'un travail sur l'estimation du coût des violences au sein du couple et de leur incidence sur les enfants. Enfin, l'accès au CASD à des données géographiques fines (Iris) a permis le développement d'un travail sur les déterminants locaux de la victimation par des chercheurs de Paris School of Economics.

• Rayonnement de l'enquête CVS sur la scène internationale

L'enquête annuelle CVS a permis au système statistique public français au sens large de disposer d'une expertise dans le domaine de la victimation et des perceptions en matière de sécurité, et d'être sollicité comme tel à l'international.

Communications, séminaires, conférences, visites d'étude, GT internationaux

L'Insee a été sollicité dans le cadre de la collaboration internationale pour présenter l'enquête de victimation à des Instituts étrangers souhaitant mettre en place une telle enquête (Visite d'étude de la Roumanie en 2016).

L'apport de la France au groupe d'experts sur les statistiques de la délinquance à l'ONU à Vienne en février 2013⁸ puis en mai 2014⁹, dans le cadre de la conception d'une classification internationale des infractions (ICCS), s'est largement appuyé sur les enseignements tirés de l'enquête CVS. Le SSMSI participe depuis 2016 au groupe de travail français sur la déclinaison française de l'ICCS.

Enfin le SSMSI a rejoint en 2020 en qualité de membre expert le Praia City Group on Governance Statistics de la Commission de statistique de l'ONU. Dans le cadre de cette participation, le SSMSI a présenté l'enquête CVS le 4 mars 2020 à New York lors d'un « side event » intitulé « Trust, security and discriminations » organisé par le Praia City Group en marge de la 51^e session du Comité de statistique de l'ONU.

8 <http://unstats.un.org/unsd/statcom/doc13/RD-CrimeStats.pdf>

9 http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/statistics/crime/ICCS/17EGM_2014_Final_Reprot_May_2014.pdf

Questionnaires internationaux

L'enquête CVS permet d'alimenter des indicateurs de développement durable adoptés par la commission statistique de l'ONU (UN-SDG) en mars 2016 ainsi que la déclinaison européenne des UN-SDG, notamment dans la cible 5 et 16.

CVS permet de renseigner d'autres questionnaires soumis au SSMSI par des instances telles que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), la Fundamental Rights Agency (FRA) ou encore le European Institute for Gender Equality (EIGE).

PARTIE III. Refonte de l'enquête CVS : bilan des travaux préalables au lancement du projet

En avril 2018, l'Insee a annoncé au SSMSI et à l'ONDRP qu'en raison de ses fortes contraintes budgétaires en termes de programmation d'enquêtes et de moyens associés en enquêteurs ainsi qu'en l'absence d'obligation européenne de conduire une enquête de victimation, il ne serait plus en capacité de réaliser l'enquête CVS sous sa forme actuelle (rythme annuel, mode de collecte) à partir de 2022. À l'annonce du retrait de l'Insee du dispositif sous sa forme actuel, le ministère de l'Intérieur s'est engagé à mettre en œuvre des moyens financiers et humains, sous l'égide du SSMSI, pour garantir la pérennité d'un dispositif annuel d'enquête de victimation à partir de 2022. Cela a été affirmé par le ministère de l'Intérieur dans la réponse du 9 avril 2019 à la question écrite parlementaire n°14645 du 27 novembre 2018.

Comme annoncé lors de la Commission « Services publics et services aux publics » du Cnis consacrée notamment à l'examen de l'avis d'opportunité de l'enquête CVS 2020, le 22 mars 2019, le SSMSI, avec l'appui de l'Insee, a entamé une série de travaux préalables au lancement du projet de refonte en vue d'aboutir à la première édition de la nouvelle enquête, dénommée VRS (Vécu et Ressenti en matière de Sécurité) en 2022.

De nombreuses enquêtes de la statistique publique et notamment des enquêtes ménages phares de l'Insee ont fait l'objet de refontes emblématiques. Qu'elles soient à l'origine motivées par l'innovation méthodologique, la révision de leurs contenus, des contraintes imposées par les règlements ou standards internationaux ou des considérations budgétaires, le défi pour le statisticien restera de concevoir et d'implémenter un dispositif de qualité qui compense par des atouts nouveaux les renoncements engendrés par la refonte. Bien souvent le défi est relevé avec succès malgré les craintes qu'il avait suscitées, comme par exemple la refonte du recensement de la population (enquêtes annuelles par sondage à partir de 2004 et introduction de la collecte par internet en 2015) ou de l'enquête Emploi (passage en continu en 2003, refonte du questionnaire en 2013 et intégration du multimode en 2020).

L'annonce de la refonte de l'enquête CVS a suscité légitimement des inquiétudes. La consultation lancée par le SSMSI auprès des experts de la victimation et des perceptions en matière de sécurité et des utilisateurs de l'enquête CVS a constitué un préalable au lancement du projet de refonte. L'objectif était de s'assurer de maintenir l'essentiel des acquis de l'enquête CVS identifiés par les experts et de faire émerger une feuille de route pour concevoir un dispositif innovant et soutenable qui prenne en compte la demande sociale exprimée au Cnis et les besoins des utilisateurs de l'enquête. Cette partie s'attache ainsi à présenter les principales conclusions issues de ces consultations, en rappelant tout d'abord les éléments de contexte lié à l'essor de la collecte multimode dans lequel le projet s'est amorcé.

III.1 Contexte de la refonte : le développement de la collecte multimode

Le développement des nouvelles technologies et la possibilité de collecter de l'information, à coût réduit, auprès des ménages ou des entreprises par des questionnaires en ligne contribuent à l'engouement autour des enquêtes dites « multimode ». Cette section rappelle succinctement le contexte particulier - en termes d'évolution des pratiques d'enquêtes statistiques - dans lequel s'est inscrit le projet de refonte de l'enquête CVS. Pour plus de détails scientifiques sur le développement de ces outils, le lecteur est renvoyé vers l'Interstats méthode n°22 *Tome 2 : enjeux méthodologiques liés à la bascule multimode et continuité des séries* et les deux études présentées dans le cadre des Journées de la méthodologie statistique (JMS) de 2022¹⁰.

¹⁰ http://www.jms-insee.fr/2022/S03_1_ACTE_GUEDJ_JMS2022.pdf
http://www.jms-insee.fr/2022/S29_3_ACTE_ROSENZWEIG-GUEDJ_JMS2022.pdf

III.1.1 Le contexte international

- **Le projet européen MIMOD**

Eurostat a souhaité accompagner les instituts statistiques nationaux (INS) dans la voie du multimode et a lancé en tout début d'année 2018, le projet MIMOD (Mixed Mode Designs for Social Surveys). Coordonné par l'institut italien Istat, ce projet implique la Norvège, l'Autriche, l'Allemagne et les Pays-Bas. La Finlande, la République tchèque et la France sont également associées.

Lors du séminaire MIMOD organisé en avril 2019, l'institut italien Istat a livré des premières conclusions sur les perspectives européennes en matière de multimode. Le consortium initié début 2018 a abouti à un état des lieux très fouillé, ainsi qu'à des outils d'aide à la décision permettant à chaque INS de les mobiliser en les replaçant dans chaque contexte national. Parmi les conclusions les plus emblématiques :

- à la date du séminaire, une majorité des pays mènent plus de la moitié de leurs enquêtes ménages en multimode, ce qui n'était pas encore le cas 5 ans auparavant ;
- les dernières méta-analyses ont montré que les enquêtes multimode (comparativement aux enquêtes monomode) et les enquêtes reposant sur un (des) mode(s) autre(s) que le web (comparativement aux enquêtes reposant exclusivement sur le web) sont de meilleure qualité en termes de représentativité ;
- au-delà des gains en matière de coût liés à l'usage d'internet, les différents pays avancent des arguments de meilleure couverture de l'enquête, notamment parce que la couverture du territoire et l'équipement des ménages en internet se sont améliorés ces dernières années, en même temps que les résultats se dégradaient plutôt pour le téléphone, de nombreux ménages ne le décrochant plus que rarement.

- **Le multimode pour mesurer la victimation**

Les recommandations internationales

Dans l'inventaire mondial des enquêtes de victimation réalisé en 2005 par la Commission économique des nations unies pour l'Europe de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (UNODC/UNECE), aucun pays ne reportait d'enquête réalisée via internet (§ 416). Néanmoins, dans le manuel édité à la suite de cet inventaire, l'ensemble des avantages et inconvénients liés aux différents modes de collecte pour mesurer la victimation, y compris internet et mixtes, sont explorés et commentés. Pour les protocoles Internet seul et multimodes, la commission insiste sur leur valeur ajoutée en matière de protection de la vie privée, respect de l'anonymat et pour faciliter la passation de questions délicates (§ 455). Les protocoles multimodes sont reconnus pour accroître les taux de réponse et permettre une baisse des coûts (§ 456).

Les expérimentations multimodes autour de l'ICVS

Dans le cadre de l'ICVS (cf. I.3.1), six enquêtes pilotes subventionnées par la commission européenne, ont été menées dans 6 pays occidentaux : Canada, Danemark, Angleterre/Pays de Galle, Allemagne, Pays-Bas et Suède. À partir d'une version abrégée de l'ICVS 2005, l'objectif de ces expérimentations était de tester et comparer différents modes de collecte, en particulier les auto-questionnaires Internet.

Les principales conclusions de ces 6 enquêtes pilotes étaient les suivantes¹¹ :

- les taux de réponse de ces enquêtes ont été particulièrement bas (3% au Canada par exemple) ;

¹¹ <https://wp.unil.ch/icvs/category/uncategorized/>

- les taux de victimation mesurés parmi les répondants internet sont systématiquement supérieurs aux taux de victimation mesurés parmi les répondants téléphone pour l'ensemble des 10 atteintes monitorées

À la suite de ces enquêtes pilotes, une expérimentation à plus grande échelle a été conduite par les Pays-Bas avec l'objectif de démêler les biais de sélection (couverture, non réponse, intéressement) des biais de mesure (désirabilité sociale, satisficing)¹². Dans leur expérience, les chercheurs ont utilisé 4 modes différents : face-à-face, téléphone, internet et le papier. Les résultats de cette expérience montre qu'une fois les caractéristiques socio-démographiques contrôlées, les taux de victimation demeurent supérieurs par internet comparativement au face-à-face. À l'inverse, au téléphone, les taux apparaissent inférieurs au face-à-face. Ces différences sont apparues être très majoritairement imputables à un pur effet de mode et très marginalement dues à des biais de couverture ou de non réponse. Comme explication possible du biais de mesure observé par internet, les chercheurs avancent l'hypothèse d'un moindre effort pour bien remplir le questionnaire par les répondants internet. De fait, dans les enquêtes pilotes ICVS, les temps de réponse par internet sont apparus plus courts que les entretiens réalisés par téléphone.

Des exemples chez nos voisins de bascule multimode d'enquête de victimation

Sans prétendre à l'exhaustivité, le SSMSI citera trois expériences récentes conduites chez nos proches voisins ayant alimenté la réflexion sur la refonte de l'enquête CVS.

D'abord aux Pays-Bas, l'enquête de victimation « Safety monitor » (cf. I.3.2) a été profondément remaniée (questionnaire et protocole) en 2012. Le face-à-face a fait place à un recueil multimode séquentiel internet/papier/téléphone. Un certain nombre d'indicateurs mesurés sur la période avant la refonte ont pu être révisés pour mettre en série les indicateurs obtenus à partir de 2012. Les résultats de l'enquête sont analysées à des niveaux géographiques très fins (communes voire quartiers)¹³. Le questionnaire inclut des questions sur les violences, notamment sexuelles, et interroge la victime sur son lien avec l'auteur. Il prévoit donc le recueil des violences « au sein du ménage » au sens de l'enquête CVS dans son protocole auto-administré.

La Suède a procédé à la même bascule en 2017. Elle est passée d'une enquête administrée principalement par téléphone à une enquête mixant internet/papier. Là encore, suite à la refonte de l'enquête, les séries obtenues à partir des éditions 2007 à 2015 ont été rétro-polées afin de conserver la profondeur historique du recueil des victimations. Des questions sur les violences sexuelles sont incluses dans le questionnaire Internet mais la relation victime-auteur n'est investiguée pour aucune atteinte. Toutefois, en 2019, la Suède a enrichi son protocole d'une enquête de suivi par téléphone auprès des répondants ayant déclaré avoir subi un crime. Cette enquête de suivi inclut des questions sur le lien victime-auteur.

En Angleterre, l'enquête CSEW s'est penchée sur l'opportunité d'une bascule vers un protocole incluant un volet internet. L'institut national de statistique (ONS) en charge de l'enquête a missionné Kantar Public pour évaluer la faisabilité de collecter l'enquête via un questionnaire online¹⁴.

Les travaux engagés par Kantar Public étaient organisés de la manière suivante :

- une première étape de cadrage : via des groupes de travail avec les enquêteurs, l'objectif de cette étape était de faire émerger un instrument adapté à l'auto-administration pour : 1. maximiser la participation/l'engagement du répondant ; 2. Réduire la charge cognitive ; 3. Optimiser l'exactitude/la précision des données collectées ;

¹² Beulens, B., J. van der Laan, B. Schouten, J. van der Brakel, J. Burger, and T.G. Klausch 2012. Disentangling Mode-Specific Selection and Measurement Bias in Social Surveys, discussion paper. The Hague: Statistics Netherlands.

¹³ <https://www.cbs.nl/en-gb/our-services/methods/surveys/korte-onderzoeksbeschrijvingen/netherlands-safety-monitor>

¹⁴ <https://www.ons.gov.uk/file?uri=/peoplepopulationandcommunity/crimeandjustice/articles/redesignofcrimesurveyforenglandandwalescsewcquestionnaireforonlinecollection/2018-07-19/csewonlinereportcombined.pdf>

- une seconde étape de test : l'instrument obtenu à l'issue de la première étape a été testé au cours de 99 entretiens réalisés principalement avec des personnes victimes (et quelques non victimes) d'actes délictuels ou criminels.
- une troisième étape de définition des questions de recensement des victimations et des champs libres descriptifs afin de construire un algorithme de correspondance entre atteintes déclarées et codage des atteintes

Dans le cadre de ces travaux, l'équipe de conception anglaise a pris contact avec le SSMSI pour échanger sur les travaux de refonte de l'enquête CVS.

III.1.2 Le contexte français

Généralités

Le développement du recours au multimode dans les enquêtes ménages est devenu une nécessité qui s'inscrit dans les axes stratégiques d'Insee 2025 comme dans ceux des principaux instituts nationaux de statistique étrangers. En offrant un mode de réponse alternatif au face-à-face, internet permet de répondre à plusieurs enjeux majeurs pour les enquêtes auprès des ménages :

- qualité : maintenir les taux de réponse des enquêtes auprès des ménages en relâchant une contrainte : celle de la disponibilité concomitante de l'enquêteur et du ménage ;
- efficience : offrir une alternative à la réduction des tailles d'échantillon pour maîtriser les coûts des enquêtes de grande ampleur ;
- image : montrer que le service statistique public investit dans des modes de communication innovants avec les enquêtés, déjà largement utilisés par d'autres administrations et réclamés par certains d'entre eux.

L'ensemble des enquêtes ménage est concerné par la transition vers le multimode. On peut citer les enquêtes Entrée dans la vie adulte(EVA), Technologies de l'information et de la communication (TIC) et Fonction publique d'Etat (FPE) qui reposent d'ores et déjà sur des modes mixtes incluant un volet web et le recensement de la population qui propose une collecte internet depuis 2015. En 2020, c'est l'emblématique enquête Emploi qui bascule partiellement, dans le cadre d'une refonte plus globale, dans le recueil multimodal (collecte par Internet offerte en réinterrogation). À l'horizon 2023, de nombreuses enquêtes auront conduit des pilotes pour mettre en œuvre la bascule multimode (enquête Logement, enquête Emploi du temps, etc.).

Plusieurs groupes de travail ont été mis en place depuis 2017 au sein de l'Insee afin de proposer des solutions pratiques en matière de conception des supports de collecte, de mesure et d'ajustement des effets de mode. De nombreuses publications scientifiques - notamment une méthode d'appariement sur score de propension et d'imputation mise au point par des méthodologues de l'Insee - et des fiches pratiques ont vu le jour et ont été mises à disposition des membres du service statistique public. Une lettre trimestrielle informe les agents des derniers développements. De récentes expérimentations ont montré que :

- l'effet de mode entre téléphone et internet ne portait que sur une minorité des variables testées (plutôt des variables d'opinions, conformément à la littérature sur le sujet), ce qui est encourageant dans la perspective d'une généralisation du multimode (travaux du Cereq) ;
- le recueil internet permettrait de combler un défaut de couverture : à partir d'une analyse des expérimentations internet sur l'enquête emploi, il a en effet été observé davantage de chômeurs dans l'échantillon internet, même à structure socio-démographique contrôlée. Par ailleurs, une comparaison de recueils internet et papier auprès de jeunes en situation de précarité (sortants de contrats aidés) effectuée par la Dares a montré un taux de réponse nettement supérieur pour internet, avec des répondants internet présentant des situations globalement plus défavorables. Faisant l'hypothèse d'un biais de sélection sur variables inobservables, ces deux études ouvrent la perspective de combler un défaut de couverture grâce à internet.

Les expérimentations multimodes autour de CVS

Trois expérimentations multimodes ont été conduites autour de CVS pour évaluer la possibilité de recourir à un recueil multimode pour mesurer les victimations et les perceptions en matière de sécurité. La section ci-dessous en livre brièvement les conclusions. Pour une description plus détaillée des protocoles et résultats, le lecteur est renvoyé vers [rapport d'expertise méthodo].

- *2013 : l'expérimentation « Vols Violences et Sécurité »*

Une première enquête méthodologique internet/papier « Vols, violences et sécurité » (VVS) a été menée par l'Insee au 1er trimestre 2013 auprès d'un échantillon de 40 000 individus âgés de 14 ans ou plus vivant en logement ordinaire sélectionnés à partir des fichiers fiscaux "FIP 2011". L'enquête VVS reprenait une partie des thématiques de CVS en s'appuyant pour l'essentiel sur les mêmes questions (hors violences au sein du ménage). L'objectif principal de l'enquête VVS était de mesurer la sensibilité des résultats au mode de collecte en comparant ses résultats à ceux de CVS 2013. L'expérimentation a permis de conclure à l'époque que l'intégration de modes auto-administrés tels qu'internet nécessitait une adaptation significative du questionnaire face-à-face pour clarifier les concepts et garantir le plus possible une similarité du rapport au questionnaire entre les enquêtés. Une réflexion autour des modes de recrutement et d'invitation à participer est également apparue nécessaire. Le risque d'auto-sélection des répondants en fonction de leur sentiment de proximité avec la thématique de l'enquête est en effet élevé lorsqu'il s'agit d'une enquête sur un sujet sensible. Ce risque, connu et affectant toutes les enquêtes, est apparu toutefois particulièrement élevé dans le cas de protocoles principalement auto-administrés qui présentent des taux de collecte très inférieurs aux enquêtes comprenant l'intervention d'un enquêteur.

- *Les expérimentations CVS de 2019*

Suite aux différentes sessions consacrées à l'enquête CVS au Cnis depuis 2015 (cf. infra), pour débattre en particulier de l'opportunité d'une enquête de victimation annuelle, les maîtrises d'ouvrage ont ouvert un chantier de réflexion relatif au dispositif de collecte et à son plan de sondage, en y associant le groupe de concertation et d'exploitation de l'enquête, la division Recueil et traitement de l'information et la division Sondages de l'Insee. Deux protocoles expérimentaux ont été mis au point dans le cadre ces réflexions.

Le premier protocole a consisté à réinterroger par internet et téléphone en 2019 des répondants à l'enquête CVS en 2018, sur la base d'un questionnaire allégé. L'expérimentation « Panel multimode » de réinterrogation a été réalisée auprès de 13 123 individus répondants en 2018 du 15 février au 30 avril 2019. Les résultats du premier protocole ont mis en avant : 1/l'importance de bien concevoir en amont un questionnaire adapté à l'auto-administration (simplification des libellés de questions, rédaction d'introductions, consignes et infobulles, affichage des questions de recensement des victimations d'une même catégorie sur un même écran pour permettre à l'enquêté de saisir le périmètre des atteintes mesurées et l'aider à répondre le plus justement possible) pour limiter le plus possible les mauvais classements et doubles comptes ; 2/ le téléphone apparaît comme un mode alternatif indispensable pour compléter internet afin d'améliorer la représentativité des répondants ; 3/ les taux bruts de victimation sont systématiquement supérieurs sur internet. Les analyses mises en œuvre suggèrent que le biais de mesure est de manière générale plus important pour les victimations « ménage » que les victimations « individuelles » ; 4/ concernant la panélisation, les résultats de l'expérimentation semblent indiquer que son intérêt n'est pas avéré : il a été observé peu de sélection sur les variables recueillies en première interrogation et, dans l'expérimentation, l'attrition des profils rares de victimes de violences sensibles a été plus élevée que pour les autres profils.

Le second protocole expérimental proposé par l'Insee dans le contexte rappelé plus haut a consisté à introduire une quinzaine de questions sur la victimation et l'insécurité (ménage et individus) dans le panel statistique sur les ressources et les conditions de vie (SRCV) en 2018. Elles ont été posées en 2018 et en 2019 et ont été reconduites en 2020. Les premières analyses conduites à partir des résultats de l'expérimentation « panel dans SRCV » montrent des niveaux de victimation plus élevés dans SRCV, des écarts de magnitude variables mais toujours présents aussi bien au niveau individu que ménage. Les évolutions des indicateurs de

victimation mesurées dans les deux enquêtes présentent des écarts importants au niveau individu, sauf pour les menaces et injures et des évolutions de sens contraire pour les vols sans violence et les violences physiques. Le sentiment d'insécurité présente un niveau similaire mais des évolutions différenciées. Les conclusions de l'expérimentation « panel dans SRCV » suggèrent de ne pas proposer un dispositif articulé en deux recueils distincts avec d'un côté le suivi annuel des indicateurs de victimation et de perception en matière de sécurité dans un dispositif existant « omnibus » (comme SRCV) et de l'autre une enquête de victimation approfondie à une périodicité plus élevée.

III.2 Radioscopie de l'enquête CVS : évaluation de l'existant

III.2.1 Synthèse des retours du Comité du Label et du Cnis

- **Les avis formulés par le Comité du label**

Entre 2006 et 2019, l'enquête CVS est passée 8 fois en Comité du label pour demander le label d'intérêt général et de qualité statistique avec caractère obligatoire, visa qui requiert au préalable l'obtention d'un avis d'opportunité favorable émis par la commission « Services publics et services aux publics » du Cnis. Chaque fois, l'enquête a obtenu ces deux sésames. Néanmoins, certaines critiques ont été formulées au cours de ces examens. Certaines ont permis de faire évoluer le dispositif au fil des années. D'autres, restées en suspens, ont alimenté la réflexion sur la refonte du dispositif et sont exposées dans cette rubrique.

Problème de la précision des estimations, question sur l'annualité du dispositif

À plusieurs reprises, le Comité du label est revenu à la charge sur le problème de la précision des estimations et la faiblesse des analyses conjoncturelles permises par l'enquête CVS. La piste de la « panélisation » totale ou partielle de l'enquête a été plusieurs fois suggérée pour mieux mesurer les évolutions. Néanmoins le Comité reconnaissait le problème posé par la panélisation s'agissant de la répétition des questions de violences sensibles auprès des mêmes personnes. L'autre piste suggérée pour fournir une mesure plus précise était de conduire l'enquête auprès d'un échantillon plus important d'individus moins fréquemment ou via des modes moins coûteux.

Concertation et mise en cohérence des dispositifs d'observation

Le Comité a déploré lors de l'examen réalisé en octobre 2019 que les partenaires sociaux généralistes ne soient pas consultés régulièrement.

À plusieurs reprises, le Comité a pointé l'existence d'enquêtes locales (enquête de victimation en Île-de-France) et aussi d'autres enquêtes thématiques comme Virage, les enquêtes sur les violences scolaires ou dans le monde du travail et posé la question de la redondance des dispositifs. L'articulation, ou a minima la concertation autour de ces différents dispositifs, est apparue comme un impératif pour limiter la redondance d'information collectée dans le cadre de dispositifs coûteux et améliorer la comparabilité des résultats (même questionnaire, décalage des calendriers, disjonction des échantillons). L'intégration des enquêtes locales dans le cadre d'extensions de l'enquête nationale devrait faire l'objet d'une évaluation.

Par ailleurs, le Comité a posé la question de l'articulation de CVS avec les statistiques administratives et les rôles respectifs de ces types de données, en particulier en lien avec la précédente question sur l'annualité de l'enquête.

Interrogation des mineurs

Le Comité a souhaité des précisions sur le cadre juridique dans lequel s'inscrit l'interrogation des mineurs : nécessité ou non de l'autorisation parentale, présence des parents au moment de l'enquête, droit d'accès et de rectification pour les parents, etc.

Analyse du biais enquêteur

Le Comité a réclamé des études sur l'effet éventuel du sexe et de l'âge de l'enquêteur sur les déclarations de violence, en questionnaire ménage, individu ou auto-administré, en fonction du sexe et de l'âge de l'enquêté(e).

Étude des violences

Le Comité du label a fait remarquer que le questionnaire ne permettait pas de bien cerner la problématique de la riposte ou de l'engrenage des violences.

Appréhender la saisonnalité des victimations

L'enquête est conduite à date fixe, rétrospective sur deux ans et se concentre sur le dernier incident (et l'avant-dernier incident). Cette conjonction de 3 facteurs pourrait être de nature à mal faire appréhender la saisonnalité (sous-estimation des délits par exemple), notamment des faits les plus fréquents.

• Les rencontres et séances du Cnis sur le thème de la délinquance ou de l'insécurité

Réunion de la commission « Services publics et services aux publics » du 26 novembre 2013 consacrée au thème « statistique de la sécurité et de la justice »¹⁵

Dans le cadre de cette réunion, l'ONDRP, la Gendarmerie nationale (GN), la Police nationale (PN) et le service statistique ministériel de la Justice (SDSE) ont présenté les diverses sources disponibles et leurs évolutions pour mesurer la délinquance et l'insécurité. L'importance de l'enquête CVS pour recenser les victimes qu'elles aient ou non reporté les faits aux autorités a été rappelée au cours de cette réunion.

Les limites de l'enquête CVS ont été discutées par le Cesdip : la difficulté de cerner des populations peu nombreuses ou localisées, l'inadéquation du dispositif pour mesurer certaines formes de violences – entre proches ou dans des contextes spécifiques (travail, santé, éducation, etc.) ou l'absence de recueil prévu sur la confiance des victimes dans les institutions. Des sujets d'études ont également été suggérés, notamment l'analyse du lien entre insécurités subie et perçue. Une organisation syndicale a également pris part au débat pour questionner l'annualité de l'enquête - coûteuse en moyens humains et financiers – potentiellement au détriment d'opérations statistiques nouvelles ou sur des thématiques plus urgentes. En conclusion, les recommandations majeures qui ont émergé portaient sur :

- la possibilité de réaliser l'enquête moins fréquemment mais en lui adossant des enquêtes locales ou sur des sous-populations ;
- la nécessité d'instaurer une concertation avec le monde de la recherche

Suite à cette réunion, un Comité de concertation pour l'enquête CVS a été mis en place (cf. II.1.1)

Réunion de la commission « Services publics et services aux publics » du 24 novembre 2015 consacrée au thème « statistique et insécurité »¹⁶

¹⁵ <https://www.cnis.fr/evenements/services-publics-et-services-aux-publics-automne-2013/?category=1095>

¹⁶ <https://www.cnis.fr/evenements/services-publics-et-services-aux-publics-automne-2015/?category=1095>

Au cours de cette réunion, le paysage institutionnel des données statistiques sur l'insécurité a été présenté : le SSMSI, la SDSE et l'ONDRP ont parlé de leurs services et leurs travaux. L'Insee a présenté l'enquête CVS.

Le Cesdip, en qualité de discutant, a souligné la pertinence et le caractère central de l'enquête CVS dans le domaine. Néanmoins, encore une fois la question de la comparabilité dans le temps et entre différentes enquêtes de victimation menées à l'échelle infranationale est posée

En conclusion de cette réunion, il a été demandé au secrétariat général du Cnis de mettre en place une réunion dédiée à l'enquête CVS. Cette rencontre a été organisée le 5 septembre 2016.

Rencontre du Cnis du 5 septembre 2016 sur les « statistiques relatives à l'insécurité »¹⁷

Rencontre organisée par le Cnis suite à la demande sociale exprimée lors de la réunion de la commission « Services publics, services aux publics » du Cnis le 24 novembre 2015, l'ordre du jour s'articulait autour de 3 thèmes : les résultats et enseignements des enquêtes ICVS (cf. I.3.1), les enjeux méthodologiques liés à la mesure de la victimation par enquête et les protocoles retenus dans d'autres domaines sensibles.

L'ensemble des interventions ont mis en lumière la difficile équation de l'enquête CVS conçue à la fois pour répondre à l'objectif d'analyse conjoncturelle (enquête barométrique sur la délinquance) et pour répondre à la demande de connaissances structurelles sur la victimation qui, elle, ne nécessite pas un rythme annuel.

En conclusion, il est apparu indispensable de continuer la réflexion sur les enquêtes multimode, notamment en réexaminant l'expérimentation VVS (voir III.1.2) et les réalisations dans d'autres structures. Par ailleurs, le Cnis a appelé au développement de la diffusion des données et des exploitations, notamment par la recherche. Enfin, sur ce thème, fortement médiatisé et sur lequel pèse une demande sociale forte et croissante, une approche multi-sources doit être assurée.

III.2.2 Bilan des consultations menées par le SSMSI

Entre août et novembre 2019, le SSMSI a lancé une consultation écrite auprès d'experts de la victimation et des perceptions en matière de sécurité associés à la concertation de l'enquête CVS. La trame de la consultation abordait les points suivants :

- état de l'art de la mesure de la victimation, des perceptions en matière de sécurité et des relations entre sécurité/justice et population, en France et au-delà (enquêtes locales et/ou ponctuelles de victimation en France, enquêtes à l'étranger, recommandations internationales éventuelles, etc.) ;
- revue générale de l'enquête CVS : historique des choix méthodologiques, évolution du questionnaire, types d'exploitations passées et en cours (publications, thématiques, séries longues, questionnaires, indicateurs nationaux et internationaux).
- recommandations et préconisations pour la future enquête

L'objectif principal de cette consultation était de faire émerger les consensus en matière de forces et faiblesses du dispositif actuel qui permettront de déterminer et de justifier les éléments (questions et/ou méthodes) à préserver ou à introduire dans le futur dispositif.

En octobre 2020, une consultation « thématique » a été réalisée auprès de services statistiques ministériels (SSM) et diverses entités intéressées par ces sujets (administrations, chercheurs,...) pour identifier les besoins des utilisateurs de l'enquête CVS. Cette rubrique présente les conclusions de ces consultations.

- **Les forces du dispositif**

La méthodologie : échantillonnage et protocole

¹⁷ <https://www.cnis.fr/evenements/rencontre-les-statistiques-sur-linsecurite/?category=1067>

La majorité des experts consultés ont salué la rigueur scientifique de l'enquête, à commencer par la méthode d'échantillonnage assurée par l'Insee jugée « robuste » et « fiable ». Le protocole en face-à-face et son volet auto-administré sous casque pour le recueil des atteintes commises par personne cohabitante (« au sein du ménage ») sont souvent cités comme les atouts phares de l'enquête. De fait, le face-à-face est vu comme favorisant le taux de collecte et la présence d'un enquêteur dûment formé permet d'assurer une similarité du rapport au questionnaire des différents enquêtés (instructions, explications des concepts, « contrôles de cohérence » en direct).

La stabilité du dispositif

La stabilité temporelle du dispositif qui permet la mise en série des indicateurs et l'empilement des éditions pour des analyses structurelles est également citée comme une force de l'enquête quasi unanimement. Les données administratives ont été profondément modifiées par les refontes des logiciels de rédactions des procédures de la gendarmerie et de la police nationales et la France dispose de ce fait de peu de profondeur historique pour analyser l'évolution de la délinquance. Dans ce contexte, l'ancienneté de l'enquête offre des possibilités d'analyse nationale accrues comparativement aux autres sources disponibles pour étudier la victimation ou les perceptions en matière de sécurité.

• **Les faiblesses du dispositif**

La taille de l'échantillon limite les analyses territoriales et conjoncturelles

La représentativité infranationale de l'enquête n'est assurée qu'au niveau de la zone d'études et d'aménagement du territoire (ZEAT). La grande majorité des experts pointent cette caractéristique comme une faiblesse majeure de l'enquête. Les problèmes de précision de l'enquête soulignés au Cnis sont également pointés : le dispositif est jugé insuffisant pour suivre annuellement les victimations rares. Ces deux limites sont liées à la taille de l'échantillon qui ne peut pas, à protocole constant, être augmentée pour des raisons de coût.

Le protocole : coûts élevés, biais de désirabilité sociale et taux de collecte en baisse en particulier en Ile-de-France

Si le protocole est reconnu de qualité, des experts rappellent néanmoins comme faiblesse son coût important et le biais de désirabilité sociale associé à une enquête administrée par enquêteur (surtout pour les questions d'opinion et de perceptions). En outre, les taux de collecte des enquêtes ménage Insee conduites en face-à-face subissent une tendance à la baisse ces dernières années. L'enquête CVS est également concernée, en particulier en région Île-de-France (46 % en 2019 contre 65 % sur l'ensemble des régions) mais aussi en région PACA ou dans les Hauts de France. Au sein de l'Île-de-France, les départements de Seine-Saint-Denis et du Val de Marne sont les plus concernés par cette baisse du taux de collecte.

Les angles morts dans le questionnaire : harcèlement, discrimination, violences psychologiques et violences avant N-2

En matière de contenu, les experts sont nombreux à pointer l'absence notable des atteintes suivantes :

- le harcèlement, qu'il soit sexuel ou moral
- les violences psychologiques par conjoint (abandon de la section en 2018)
- les violences dans l'enfance (abandon des sections sur les violences sexuelles avant N-2 et violences physiques par cohabitant avant N-2 en 2018)

Davantage d'information sur l'environnement familial dans l'enfance (notamment les violences au sein du couple parental) pourrait être recueillie. À l'instar des enquêtes locales menées par l'ORDCS, il a également été suggéré de prendre en compte les violences institutionnelles.

Enfin, le dispositif est peu adapté pour la mesure de la cybercriminalité en général et le cyberharcèlement en particulier.

Un questionnaire parfois éloigné des catégories juridiques et de la littérature récente

D'après certains experts, l'enquête ne s'appuie pas assez sur la littérature criminologique existante et pourrait davantage suivre les recommandations internationales, en particulier s'agissant du recueil des perceptions en matière de sécurité. Enfin les catégories juridiques du code pénal ne se recoupent pas forcément aisément avec les atteintes recensées dans l'enquête, ce qui peut nuire à la comparaison et à la mise en perspective des données de délinquance enregistrée.

Des questions d'opinion jugées peu pertinentes

Les questions d'opinion posées au début du QI ont été discutées. D'abord l'ordre - opinion puis recensement des victimations – pose question, il n'est pas exclu que ces questions d'opinion sur les préoccupations aient un effet sur la mesure des prévalences.

Outre la place de ces questions dans le questionnaire, certains experts et les retours terrain indiquent que certaines d'entre elles sont trop longues ou peu pertinentes. Lors de l'expérimentation Panel multimode de 2019, la passation par téléphone de ces questions d'opinion est apparue pénible.

III.3 Les recommandations et perspectives pour la nouvelle enquête

- **Recommandations générales**

La crédibilité de l'enquête ou la nécessaire distance entre les utilisateurs et le commanditaire

Certains experts se sont interrogés sur un possible changement de comportement des répondants induit par le fait que la nouvelle enquête soit réalisée par le ministère de l'Intérieur.

L'indépendance professionnelle du SSMSI, comme de tout autre service statistique ministériel, est inscrite dans le droit français. Comme l'Insee et les autres autorités statistiques, le service élabore, produit et diffuse ses statistiques en toute indépendance à l'égard des interventions politiques et autres interférences externes. Ce cadre légal garantit l'impartialité des enquêtes statistiques qui seront conduites par le SSMSI (voir notamment le [délibéré du 17 octobre 2019 de l'Autorité de la statistique publique sur l'indépendance professionnelle de la statistique publique en matière de sécurité intérieure](#)¹⁸). Ce statut du SSMSI devra être mis en avant de manière appropriée au moment des communications aux enquêtés.

Clarifier les concepts dans les publications

Dans les diffusions/publications, il faudra veiller à bien clarifier les concepts, en particulier s'agissant de la mesure des violences au sein du couple comparativement à Enveff, Virage ou CVS.

Visite et échange avec les pays

Dans leurs recommandations, certains experts suggèrent de prendre contact notamment avec l'institut de statistique néerlandais (CBS).

- **Recommandations méthodologiques**

Importance d'un protocole adapté pour les victimations sensibles

Pour plusieurs experts, il est indispensable de questionner les violences les plus difficiles à dire avec des procédés de collecte qui garantissent suffisamment la confidentialité et la protection des répondants.

Un questionnaire auto-administré par internet sur large échantillon

Dans un contexte de refonte de l'enquête, un questionnaire auto-administré par internet sur large échantillon est reconnu comme une bonne option par certains experts. Il est moins coûteux et permet de toucher plus de personnes. Il est important de se donner les moyens d'expérimenter cette solution.

¹⁸ https://www.autorite-statistique-publique.fr/wp-content/uploads/2019/10/deliberation_ASP_20191017.pdf

Proscrire l'usage des mots violences ou agressions et éviter un recueil des violences tous auteurs confondus

Concernant le recueil, il est souligné l'importance d'éviter les mots valises tels que « violences » ou « agressions » dans les questions de recensement.

• **Recommandations sur le contenu**

Le contenu minimum

Sur la base des retours transmis au SSMSI, un recueil minimal s'est dessiné autour des items suivants :

- Les modules de victimations relatifs aux violences aux personnes, violences sexuelles, vols, cambriolages, atteintes aux véhicules, débits frauduleux, les menaces et injures à caractère discriminatoire
- Les modules relatifs à la peur au domicile et à la peur dans le voisinage.
- Les questions relatives à la perception du cadre de vie (opinions sur le quartier, problèmes de voisinage etc.)
- Les modules relatifs aux préoccupations qui permettent la mesure de la préoccupation sécuritaire.
- Les modules relatifs aux renvois à la police (plainte, appels) et aux assurances (déclaration, issues des déclarations)

Intégrer des modules sur les atteintes à fort enjeu non couvertes par CVS

L'ensemble des atteintes identifiées comme manquantes dans la rubrique « faiblesses de l'enquête » devraient être prises en compte dans la nouvelle enquête (harcèlement, violences psychologiques, violences avant N-2, violences institutionnelles, cybervictimations).

Redéfinir les questions d'opinion

Certains experts suggèrent de redéfinir les questions d'opinion trop générales et désincarnées. Concrètement des questions plus froides et réflexives sur les choix de l'enquêté en matière de politiques de sécurité pourraient être introduites « *Selon vous, si on pouvait consacrer plus d'argent au problème de la délinquance, devrait-on, en priorité... ?* » et proposer une large gamme de réponses allant des solutions les plus préventives aux plus répressives avec 2 choix possibles.

Au-delà des questions d'opinion sur les forces de sécurité, des experts suggèrent l'ajout de questions sur les contacts/interactions avec la police en dehors du déplacement pour signaler un fait et avec la justice.

Intégrer des modules rotatifs

Au sein du service statistique public, l'alternance de modules autour d'un socle permanent de questions est assez fréquente. Cela permet d'assurer le suivi conjoncturel d'indicateurs-phares mais aussi d'explorer des phénomènes plus structurels à une périodicité moins élevée voire de manière complètement ponctuelle (Enquêtes SRCV, TIC, Module ad-hoc de l'enquête Emploi, Plateforme de l'enquête CAMME, etc.).

• **Perspectives : une expérimentation grandeur réelle**

Préalablement au lancement du projet de refonte de l'enquête CVS, et en parallèle des consultations pour dresser le bilan de l'existant, le SSMSI a mis en place un groupe de travail méthodologique associant des experts des enquêtes ménages multimodes, la division Sondages ainsi que l'équipe de conception de CVS de l'Insee afin de concevoir un protocole innovant pour la nouvelle enquête. Dans le cadre d'un appel à projet européen pour mener en 2021 une enquête sur les violences liées au genre

sur la base d'un questionnaire conçu par Eurostat, le SSMSI a mis au point le protocole de l'enquête Genre et Sécurité (Genese) pour répondre à deux ambitions majeures : d'une part, éclairer le débat public à l'échelle européenne avec des données inédites sur les violences sexistes et sexuelles, d'autre part, réaliser une expérimentation multimode grandeur réelle pour mesurer les victimations et les perceptions en matière de sécurité en vue de la refonte de l'enquête CVS à l'horizon 2022. Pour le détail sur la méthodologie de l'enquête Genese, le bilan de collecte et les conclusions pour la nouvelle enquête, le lecteur est renvoyé vers l'Interstats méthode n°22 *Tome 2 : enjeux méthodologiques liés à la bascule multimode et continuité des séries* et les articles présentés aux JMS.

CONCLUSION

En amont du lancement officiel de la concertation autour du projet de refonte de l'enquête CVS fin 2020, le SSMSI a mené deux consultations écrites afin d'analyser les atouts et faiblesses de l'enquête CVS et recenser les besoins des utilisateurs. La première consultation a été menée entre août et novembre 2019 auprès d'experts de la victimation et des perceptions en matière de sécurité associés à la concertation de l'enquête CVS. Puis, en octobre 2020, une consultation « thématique » a été réalisée auprès de services statistiques ministériels (SSM) et diverses entités intéressées par ces sujets (administrations, chercheurs,...). Ces travaux ont permis d'établir les conclusions suivantes :

- la France dispose d'une solide expérience en matière de mesure de la victimation à travers de nombreuses enquêtes nationales ou locales, généralistes ou thématiques : enquêtes du Cesdip, de l'Insee, de l'institut Paris région, enquêtes sur les violences de l'Ined, de la Drees (enquête Evénements de vie et santé EVS en 2006 ; Drees, 2010), etc. ;
- les recommandations internationales sont assez bien documentées (manuel sur les enquêtes de victimation de l'ONU) et les questionnaires internationaux, notamment les objectifs de développement durable permettent de cadrer les besoins à couvrir par le nouveau dispositif ;
- des modèles étrangers avec une longue expérience d'enquêtes de victimation et/ou ayant effectué des refontes majeures, notamment des bascules vers la collecte multimode, offrent un cadre inspirant pour concevoir la nouvelle enquête (Suède et Pays-Bas notamment) ;
- concernant les atouts de l'enquête CVS, les retours de la consultation mentionnent : i/ la pertinence de l'objet de l'enquête qui sert de support à de nombreuses exploitations ; ii/ la rigueur scientifique de l'échantillonnage et du protocole assurés par l'Insee ; iii/ la relative stabilité du dispositif qui permet la mise en série des indicateurs ;
- les faiblesses de l'enquête identifiées par les experts font également consensus : i/ le manque de précision des estimations rend le dispositif très insuffisant pour permettre l'analyse des évolutions annuelles ou des analyses infranationales ; ii/ le questionnaire comporte un certain nombre d'angles morts problématiques : en particulier, le harcèlement, la cybervictimation, la période de référence réduite à 24 mois ; iii/ certaines questions d'opinion paraissent peu pertinentes.

L'ensemble de ces réflexions ont permis de définir la feuille de route du nouveau dispositif Vécu et ressenti en matière de sécurité (VRS)¹⁹ : répondre au double besoin de connaissance en niveau et en structure sur les victimations et perceptions en matière de sécurité, en visant des résultats représentatifs au niveau infranational et en misant sur la combinaison de différents modes de collecte.

¹⁹ <https://www.interieur.gouv.fr/Interstats/L-enquete-Vecu-et-ressenti-en-matiere-de-securite-VRS>

